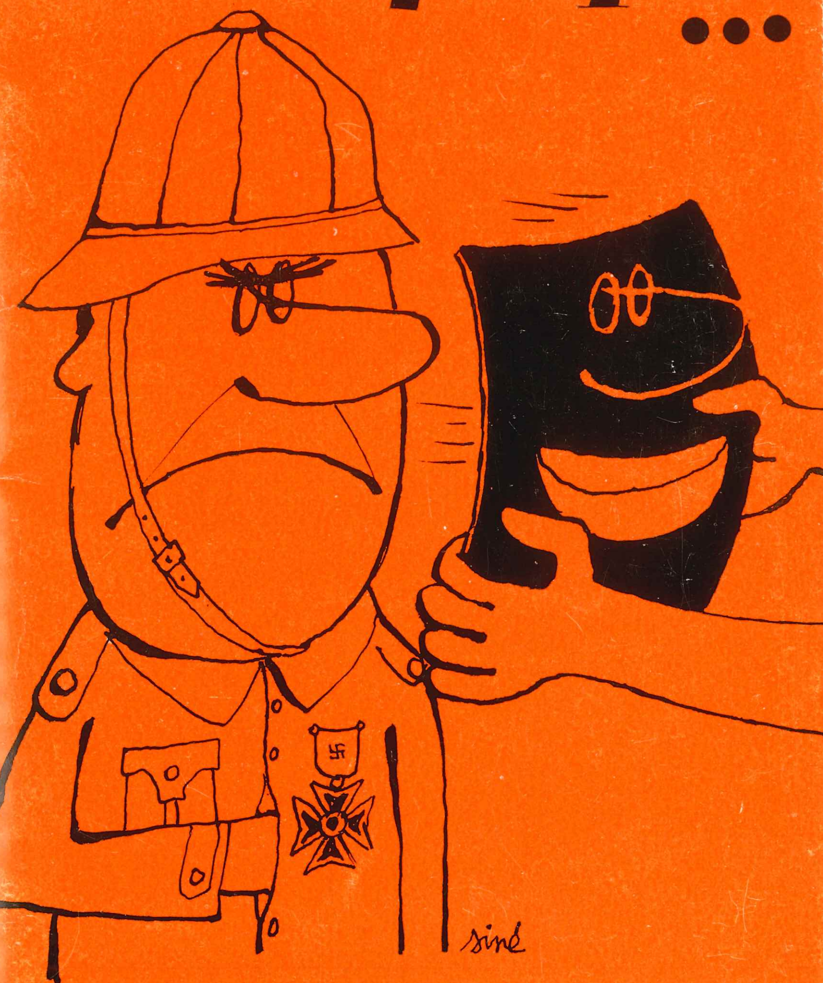
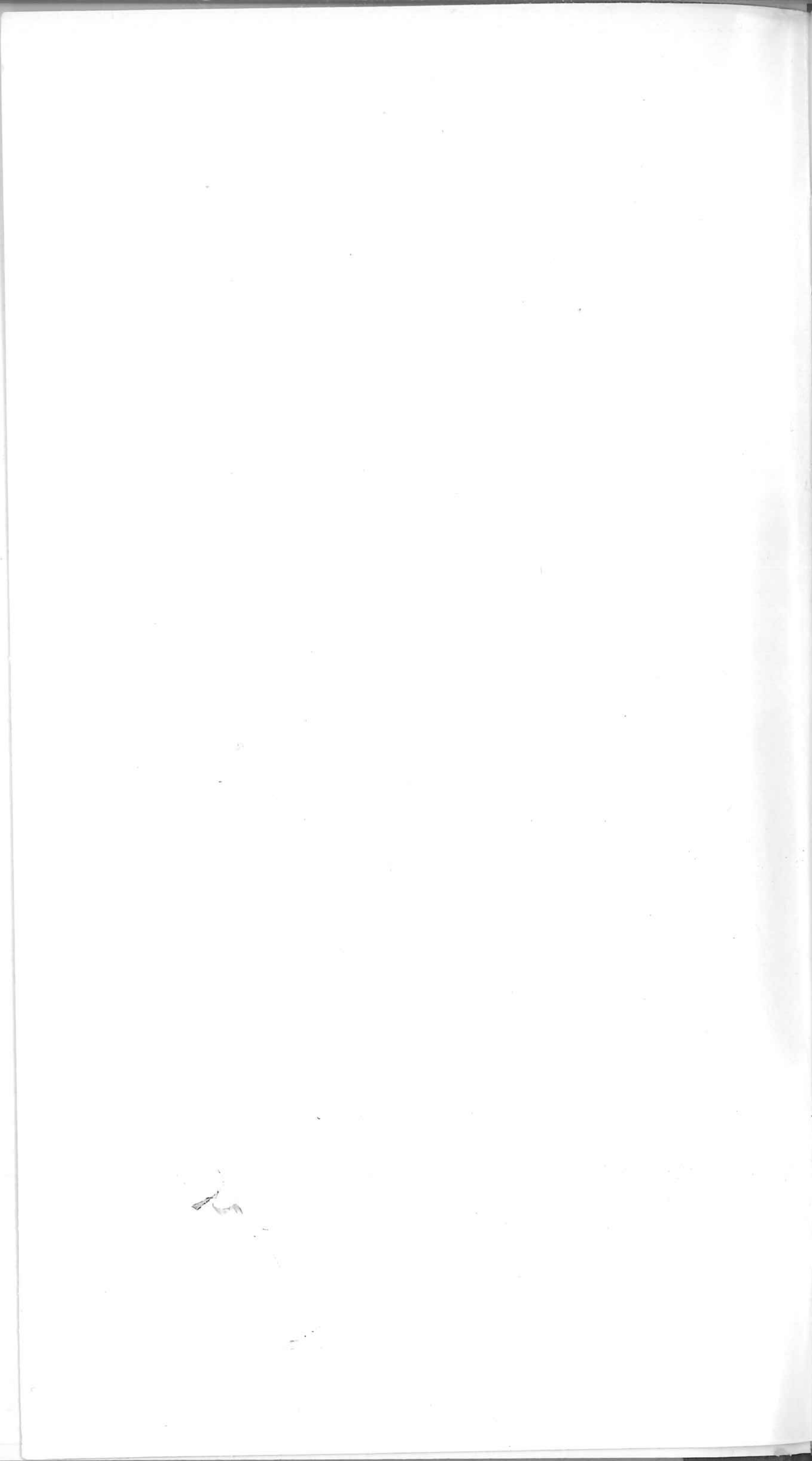
jeune afrique...



démasqué



Gérard de Beaurepaire, Guy Hennebelle,
Guy le Querrec, Abdelrani Mahenni,
Faougi Majhoub, Berthe Schwartz,
Ibrahima Signaté, Claire Zarrouk
(journalistes)

« Jeune Afrique » démasqué

FRANÇOIS MASPERO
1, place Paul-Painlevé, 5e
PARIS
1971

Note de l'éditeur

Les acteur de la grève menée le mois dernier à Jeune Afrique *donnent ici les détails que le public doit connaître d'une escroquerie politique.*

Mais cela fait plus de dix ans que l'entreprise — jadis Afrique Action *— existe. Alors pourquoi si tard ?*

C'est vrai, reconnaissons-le, nous avons tous été floués.

Il fut un temps, celui de l'euphorie des indépendances africaines, de la conquête de la dignité algérienne. Dans l'optimisme général, alors, nous n'y regardions pas de si près. Il n'existait pas de presse d'information sur l'Afrique et le « tiers monde ». Toute initiative semblait bienvenue, du moment qu'elle nous ouvrait ses portes et que nous nous sentions assez forts pour la faire aller dans ce qui nous semblait être le sens de l'histoire : l'implantation du socialisme.

Il y a dix ans, le néo-colonialisme était un danger : nous pensions, nous et nos camarades africains, que nous étions assez armés et solides pour le vaincre. Aujourd'hui, c'est une réalité. L'impérialisme s'implante puissamment en Afrique. Dans le Sud, il est devenu une base autonome, partie du concert international des « Grands ». Ailleurs il écrase de façon sanglante les révoltes populaires : Nixon, Pompidou, assassins gantés, agissent par criminels interposés, qu'ils s'appellent Tsiranana, Mobutu, Ahidjo, Hassan II ou Tombalbaye. Seuls les révolutionnaires des colonies « portugaises » luttent victorieusement contre des troupes armées par les Américains, les Français et les Sud-Africains. Nous croyions à l'avenir ; l'impérialisme, lui, le préparait mieux. Dans cette préparation, Jeune Afrique *a joué un rôle capital. Il s'est enveloppé d'une couverture gauchisante (des textes de Fanon, par exemple) pour faire sa sale besogne. La publicité de Krupp, de Fiat et des trusts internationaux lui assuraient le fric — et qu'importe, dès lors, si celui-ci est venu, aussi, directement de la C.I.A. ou de Foccard, ce que l'on peut supposer, et qu'il y ait même eu d'âpres querelles d'influence entre ces services autour de Béchir Ben Yahmed, ce que l'on peut tout aussi bien supposer. Ce qui est grave c'est que pendant dix ans ce « progressisme » habilement dirigé s'est imposé à coups de dollars et de francs convertibles et à couvert la voix des organisations révolutionnaires. Aujourd'hui la presse révolutionnaire circule sous le manteau en Afrique ;* Tricontinental *est interdite partout ; la répression est planifiée à Paris à Washington et à Capetown ; nos camarades sont morts, ou en prison, ou en exil — Osendé Afana, Ben Barka, Ernest Ouandié assassinés, et tant d'autres obscures victimes*

des fantoches à qui Jeune Afrique *donne « objectivement » la parole : comme, dans un numéro récent, M. Houphouët Boigny.*
Ainsi le monopole de Jeune Afrique *sur l'information africaine accaparait celle-ci à ce point qu'on en venait à se dire que, faute de mieux, on pouvait quand même, malgré tout, par son canal, faire passer « certaines choses ».*

C'est l'éternel leurre de la compromission, l'éternel piège de la presse à grand tirage qui s'enfle encore de nos abdications. Nous les connaissons bien, en France aussi. Demain se créera peut-être enfin — il le faut — *une presse authentiquement révolutionnaire : elle n'existe pas aujourd'hui, pas plus en Afrique qu'ailleurs. Là-bas, faite par des Africains, elle sera africaine ; fait par des révolutionnaires elle sera internationaliste.*

Aujourd'hui des hommes ont remis en cause l'hypocrite et scandaleux modus vivendi. C'est à eux que nous donnons ici la parole, avec nos moyens si modestes soient-ils. Ces mots n'ayant d'autre objet que de les assurer de notre solidarité concrète.

François Maspero. Juin 1971.

La grève des travailleurs de *Jeune Afrique* a duré huit semaines. Du jeudi 11 mars au jeudi 6 mai, 34 personnes — ouvriers du Livre, employés et journalistes (9 sur douze que comptait le journal) — ont tenu tête à un patron de choc soutenu, d'une part par la Fédération patronale de la Presse — ce qui est tout naturel — et, d'autre part, par la Fédération française des Travailleurs du Livre (C.G.T.), ce qui semble à première vue beaucoup moins naturel.

Un patron qui bénéficie de l'appui d'un syndicat ouvrier, un syndicat répressif qui utilise l'énorme puissance de son appareil contre... ses propres membres pour les forcer à céder à leur employeur, cela peut paraître étonnant, exceptionnel, voire monstrueux. Mais — et c'est là que gît le drame — un examen attentif de l'évolution du conflit à *Jeune Afrique* montre qu'il s'agit en réalité d'un phénomène explicable, logique, naturel.

I

Genèse et évolution du conflit

Le président directeur général de *Jeune Afrique* qui n'a jamais toléré la moindre contestation s'était toujours arrangé pour éviter l'implantation de sections syndicales dans son entreprise. Les éléments contestataires y étaient impitoyablement traqués et éliminés dès qu'ils se « démasquaient ». En 1968 — probablement contaminés par la fièvre des barricades de mai — les employés osèrent manifester l'intention de procéder à l'élection de délégués du personnel. La direction les félicita chaleureusement de cette heureuse initiative et les encouragea à désigner sans tarder des candidats. Les quatre candidats désignés furent licenciés dans les 24 heures. Leurs postes, supprimés « pour compression budgétaire » furent dûment ressuscités quelques semaines après, avec d'autres titulaires. Les licenciements continuaient, à un rythme de plus en plus accéléré. L'instabilité de l'emploi déjà légendaire pour tous ceux qui ont connu *Jeune Afrique*, devenant angoissante. Pour un effectif qui dépasse rarement 70 personnes, 50 employés ont été renvoyés en trois ans.

Persécution des délégués syndicaux

En 1970 — le journal a alors dix ans d'existence — les employés échaudés par l'expérience de 1968 mettent secrètement sur pied des sections syndicales C.G.T. et S.N.J. Des candidats aux postes de délégués du personnel sont désignés (non sans peine car dans cette entreprise « courant d'air », les employés éligibles, c'est-à-dire ayant un an de présence dans la maison, sont rarissimes) et élus en mars 1970. Pris de vitesse par cette procédure éclair, le P.D.G., Béchir Ben Yahmed, est contraint de ronger son frein. Mais il n'a pas désarmé pour autant et entreprend une guerre larvée mais constante contre les délégués syndicaux et les représentants du personnel qui ont osé mettre en cause son pouvoir de droit divin. Il les soumet ouvertement et sans vergogne à toutes sortes de brimades, bloquant leur salaire, les mettant à l'écart du comité de rédaction, leur enlevant tout pouvoir de décision et toute responsabilité effective dans l'accomplissement de leur travail. (Il reconnaîtra plus tard en privé qu'il visait ainsi à les « dégoûter pour les forcer à s'en aller ».) La ronde des licenciements, un moment suspendue, reprend de plus belle à la veille des vacances. Le 31 juillet, un premier train balaie, entre autres, le secrétaire de rédaction unique, militant syndicaliste particulièrement contestataire.

Son poste est supprimé — pour compression budgétaire — et confié aussitôt à un stagiaire, dont le stage s'éternise et qui, pour échapper à tout contrôle, est payé sur des fonds secrets à Tunis. En octobre, une nouvelle fournée entraîne l'éviction de sept employés, dont le délégué syndical C.G.T. Au mois de décembre, enfin, la direction parle de renvoyer 7 membres de l'atelier de composition. Devant le refus du comité d'entreprise d'entériner ces nouveaux licenciements et devant la résistance du personnel de l'atelier qui fait mettre en marche par le Syndicat une procédure de conciliation, le P.D.G. choisit la fuite en avant et décide la fermeture de l'atelier de composition et le renvoi des 18 ouvriers qui y travaillent : Parmi eux, on compte quinze syndiqués C.G.T. et un syndiqué F.O., dont trois délégués du personnel et trois délégués au comité d'entreprise.

« Les journalistes on n'a rien à en foutre »

Cette fois, les choses sont parfaitement claires et les plus sceptiques sont obligés d'en convenir : Béchir Ben Yahmed veut démanteler les structures syndicales, briser la solidarité entre journalistes, employés et ouvriers qui l'avait mis en échec au début de l'année et se débarrasser totalement de l'élément ouvrier et de l'influence du syndicat du Livre qu'il redoute (à tort d'ailleurs comme on le verra par la suite). La procédure de conciliation mise en place par le syndicat du Livre ayant échoué, un représentant du syndicat, Guinot, déclare à la sortie aux représentants du personnel : Rien à faire, il ne vous reste plus qu'à faire grève.

Dès le lendemain, jeudi 11 mars, l'écrasante majorité du personnel réuni en Assemblée Générale, décide par 40 voix contre 3 de se mettre en grève, jusqu'à ce que la direction soit revenue sur sa décision de fermer l'atelier. Cette grève devait se prolonger pendant huit semaines. Les grévistes, qui occupent les locaux de l'avenue des Ternes, bénéficient officiellement au départ du soutien de tous les syndicats. Mais ils ne vont pas tarder à s'apercevoir, dans la pratique, que le plus puissant d'entre eux, celui dont dépend l'issue de la grève (puisque lui seul pouvait *légalement* empêcher la parution du journal), a pris dès le début fait et cause pour le patron et contre eux. Le syndicat du Livre, qui est en fait une corporation de type féodal, a horreur des mélanges. Ses dirigeants n'aiment pas que les éditeurs soient en même temps imprimeurs (c'est pourquoi la décision de Ben Yahmed de fermer son atelier de composition les arrange). Ils n'aiment pas que des travailleurs de catégories différentes s'associent dans un même mouvement et la présence de journalistes dans une grève d'ouvriers imprimeurs leur semble particulièrement détestable. « La solidarité des journalistes, on n'a rien à en foutre » devait dire un jour l'un de ses dirigeants.

Une direction férocement intransigeante

On a beaucoup parlé, en se référant au conflit de *Jeune*

Afrique, de « grève dure », d'« attitude intransigeante », de « positions radicales et extrémistes » de la part des grévistes. Rien n'est moins vrai. Force est de reconnaître au contraire que ce mouvement s'est déroulé de bout en bout dans la plus stricte légalité, voire même, aux dires de certains, dans le « légalisme le plus tatillon ». Procédures de conciliation, recours aux mécanismes syndicaux, tentatives de négociation, ouvertures visant à trouver des accommodements, mise sur pied d'études de rentabilité et de projets techniques destinés à *convaincre* la direction... tous ces efforts se heurteront à l'intransigeance la plus totale de Béchir Ben Yahmed. Celui-ci, un instant démonté par l'unanimité et la fermeté des grévistes, a retrouvé toute son arrogance sitôt qu'il a acquis la conviction :

1) que la fédération patronale de la presse, à laquelle il avait dédaigné de s'affilier, lui apportait une solidarité totale ;

2) que le syndicat ouvrier dont il avait si peur était dans tous les cas un interlocuteur valable et pouvait devenir, dans certaines circonstances, un allié extrêmement efficace ;

3) enfin, que les grévistes, qui avaient réussi, dans un premier temps à le tenir en respect, n'étaient pas méchants. Tant qu'il a cru avoir des raisons de craindre des « voies de fait » de leur part, il a — il faut bien le dire — gardé une attitude à peu près correcte. Tout en restant intraitable sur le chapitre du maintien de l'atelier de composition, il a paru un moment disposé à examiner les revendications des autres catégories du personnel (journalistes et employés) qui s'étaient mises en grève par solidarité avec les ouvriers licenciés. Après avoir paisiblement cohabité avec les grévistes pendant une semaine, il décide brusquement de faire ses valises et de décamper avec le personnel non gréviste, en emportant hâtivement une partie du matériel On devait apprendre par la suite que — dûment traumatisé par le précédent de Ferodo — il vivait dans la crainte d'être séquestré et brutalisé par les grévistes. Il loue, à raison de 700.000 A.F. par semaine, des locaux luxueux avenue Victor-Hugo, entreprend d'imprimer et de diffuser des numéros « pirates » de son journal... et y réussit grâce à l'attitude inqualifiable du syndicat du Livre (C.G.T.). Pendant tout ce temps, il se prépare à faire face à un coup de force des grévistes contre ses locaux provisoires, contre ses « jaunes » ou contre l'imprimerie qui sort le journal. Aucune attaque ne se produisant, il s'enhardit, invente des « agressions sauvages » contre ses collabo, lance une campagne de diffamation contre les grévistes, agite la menace d'une intervention policière, intervient auprès des ambassades africaines pour qu'elles exercent des pressions sur leurs ressortissants en grève, et laisse pourrir le mouvement en utilisant à fond l'inertie puis la collaboration de plus en plus active du syndicat du Livre.

Les collectes sont sabotées

Pendant ce temps, les grévistes utilisent les « recours légaux », sollicitent un soutien des syndicats qui, pour l'essentiel, se dé-

robent*, préparent des rapports et des études pour des séances de négociations « bidon », rédigent des communiqués que la grande presse publie à contrecœur et partiellement... quand elle les publie, organisent des collectes qui sont sabordées ouvertement par le syndicat du Livre, s'enlisent dans le dédale des arguties juridiques et s'épuisent jour après jour à déjouer les provocations du patron et le chantage du syndicat du Livre.

* Bien entendu, cette remarque ne s'applique pas aux syndicats de journalistes qui ont toujours résolument soutenu les grévistes, avec cette réserve toutefois que le soutien du S.N.J. (C.G.T.) a été parfois « tempéré » par la crainte discutable de heurter la Fédération française des travailleurs du Livre (C.G.T.) dont le comportement unilatéral et dictatorial a cependant ouvert les yeux de beaucoup sur la nature de ce syndicat corporatiste.

2

Analyse du comportement d'un syndicat "ouvrier"

Le 16 mars, soit cinq jours après le début de la grève, les représentants du personnel licenciés sont convoqués par l'inspectrice du Travail qui doit entériner leur licenciement. Bureau et Waille, dirigeants de la Chambre Syndicale Typographique Parisienne — corporation couvrant au sein de la Fédération Française des Travailleurs du Livre (elle-même affiliée à la C.G.T.) les ouvriers imprimeurs — y sont conviés pour assister leurs membres. Ils en profitent pour entamer — par-dessus la tête des ouvriers effarés — une négociation avec le patron, Béchir Ben Yahmed, acceptent en leur nom et sans les consulter le préalable de la fermeture de l'atelier et le licenciement des 18 salariés, se contentant de demander courtoisement au patron de bien vouloir consentir « une rallonge des indemnités prévues », s'entendent avec lui sur le principe d'un mois supplémentaire et s'engagent, à ce prix, à « terminer la grève ». Le comité de grève ayant manifesté son indignation devant ce comportement scandaleux et refusé d'obtempérer, les dirigeants de la chambre typo rompent le contact avec les grévistes : on est au bord de la rupture.

Méfiez-vous des ouvriers...

Conscients que le succès de leur grève dépend du boycott effectif du journal, qui dépend à son tour des consignes de la F.F.T.L. aux travailleurs de l'imprimerie, le comité de grève et les syndicats de journalistes entament de difficiles négociations avec les dirigeants de la F.F.T.L. qui s'engagent formellement à soutenir matériellement la grève en parrainant des collectes dans les entreprises et, surtout, à bloquer totalement la parution de *Jeune Afrique* en France et à l'étranger (en s'assurant la collaboration de la Fédération Graphique Internationale). Les manœuvres de division des dirigeants de la Chambre typo ne cessent pas pour autant. C'est au cours de cette réunion « encourageante » que Waille déclarera aux ouvriers qu'ils n'ont aucun intérêt à cette grève, qu'ils y sont enchaînés par la « solidarité » des journalistes qui, en réalité, se servent d'eux pour faire aboutir leurs propres revendications. Aux journalistes il dira : « Méfiez-vous, les ouvriers ne vont pas tarder à vous lâcher. Déjà l'un

d'eux est venu me trouver hier pour me demander un boulot*. Ce soir, il y en aura un autre ; demain ils seront trois ou quatre... »

Ce soutien si durement acquis s'avèrera rapidement purement formel. Dès le surlendemain, Ben Yahmed écrira que la fermeture de l'atelier « autorisée par l'Inspection du Travail, avait été *acceptée* par le syndicat et *négociée* avec lui [...] » sans que ce dernier juge utile de démentir. Le premier numéro pirate de *Jeune Afrique*, qui porte le n° 533-534, est imprimé en Italie et diffusé librement en France... en dépit des consignes de boycott arrachées au syndicat des diffuseurs (affilié à la F.F.T.L.-C.G.T.). Les numéros suivants, 535, 536, etc., sont composés et imprimés en toute tranquillité dans la région parisienne. Les ouvriers de l'imprimerie — tous membres du syndicat du Livre (C.G.T.) — déclarent aux grévistes de *Jeune Afrique* qui vont les voir, qu'ils n'avaient pas été mis au courant de la grève et n'avaient reçu aucune consigne de boycott. Ils se disent néanmoins prêts à bloquer le journal par solidarité avec leurs camarades en grève. Informés de cette décision, les dirigeants de la Chambre typo leur enjoignent de « ne pas faire les cons et de laisser courir ».

Les collectes organisées dans les entreprises avec l'aval officiel (obtenu après de longues et pénibles tractations) des dirigeants de la Chambre typo, sont ouvertement sabotées par les délégués syndicaux téléguidés par leurs responsables de la Chambre typo qui disent à leurs membres : « Ce n'est pas la peine d'organiser des souscriptions : la grève est virtuellement terminée. »

Radiés du syndicat... pour faits de grève !

Après avoir vainement tenté de débaucher de la grève plusieurs ouvriers en leur proposant — sous réserve d'une acceptation rapide (« dans trois jours ce ne sera plus valable ») — des emplois dans la presse**, désespérant de venir à bout de cette solidarité entre ouvriers et journalistes qui ne peut que « relever du gauchisme le plus dangereux », les bureaucrates du boulevard Blanqui*** décident de passer aux choses sérieuses. Sans consulter les grévistes, ils négocient et concluent avec le P.D.G. un protocole d'accord « mettant fin à la grève » moyennant le versement d'un mois d'indemnités supplémentaire aux ouvriers licenciés. Ceci fait, et sans prendre la peine de consulter, voire même d'informer les autres syndicats concernés par la grève, sans se sou-

* C'est exactement le contraire qui s'était passé : Waille avait tenté en vain de détacher un linotypiste de la grève en lui proposant un poste alléchant dans la presse. Ce même ouvrier a d'ailleurs été par la suite radié du syndicat pour avoir refusé jusqu'au bout de « briser la grève ».

** Pour comprendre l'importance de cette manœuvre, il faut savoir qu'un emploi « dans la presse » est un rêve quasi inaccessible pour tout ouvrier imprimeur : on y est payé deux ou trois fois plus en travaillant deux fois moins qu'ailleurs. Ces emplois, qui sont pourvus par le syndicat du Livre, sont réservés à une minorité privilégiée, étroitement inféodée à l'appareil syndical.

*** Siège central de la Chambre Syndicale Typographique Parisienne.

cier le moins du monde des autres catégories du personnel qui s'étaient mises en grève pour soutenir les ouvriers du Livre, ils publient un communiqué annonçant qu'ils « retirent officiellement leur soutien à la grève » qualifiée de gauchiste, et qu'ils mettent fin aux consignes de solidarité dans la profession, abandonnant les grévistes ainsi désarmés à la vindicte de Béchir Ben Yahmed. Ce dernier en profite aussitôt pour faire savoir qu'il entend licencier, sans indemnités, tous les grévistes.

Pour ne pas être en reste, les dirigeants de la Chambre typo décident, eux aussi, de sévir contre les « mutins » Six ouvriers qui ont refusé d'accepter ce protocole honteux et d'abandonner leurs camarades grévistes ont été radiés du syndicat du Livre, en vertu de l'article 23 des statuts (prévu pour sanctionner les briseurs de grève !). Contrevenant à toutes les règles de la démocratie syndicale si chère à M. Georges Séguy, cette radiation est décidée à l'insu des intéressés à qui elle est notifiée sans qu'ils aient été entendus et sans même qu'ils soient informés des recours à leur disposition contre cette décision inique. Pour mesurer toute la gravité d'une telle sanction, il convient de se rappeler que le syndicat du Livre (appelé par beaucoup de ses membres un « syndicat alimentaire ») a le monopole de l'embauche dans toutes les imprimeries de quelque importance de la région parisienne. Un mémorandum de cinq pages exposant et dénonçant le comportement de la Chambre Typo est remis à Georges Séguy le 20 avril par les grévistes... qui attendent encore sa réponse. La « démocratie syndicale », la « liberté d'expression et de tendance au sein des syndicats », le « respect de la base », c'est bon pour les communiqués et les interviews officiels. Dans la pratique, c'est la compréhension vis-à-vis des thèses patronales et la trique pour les ouvriers récalcitrants. « Quoi ! vous, qui êtes à la base, vous prétendez prendre des décisions ? Dans ce cas, allez donc à la C.F.D.T. Ici, c'est nous qui prenons les décisions ; la base n'a qu'à les appliquer », a déclaré à un gréviste contestataire Guinot, Waille ou Bureau (les positions de ces trois bureaucrates sont tellement identiques qu'ils en arrivent à être interchangeables).

La moitié du personnel est licenciée

La grève de *Jeune Afrique* s'est terminée officiellement sur un échec total. Certains ouvriers ont cédé aux pressions formidables exercées sur eux par les Guinot-Waille-Bureau du syndicat du Livre et ont accepté de quitter la grève. (L'un d'eux, qui demandait à Guinot s'il pouvait quand même aller voir ses camarades grévistes s'est entendu répondre « Oui, mais n'y reste pas plus de cinq minutes ».) Les sept ouvriers qui ont refusé de se soumettre à ce diktat ont été radiés du syndicat, ce qui risque de les condamner au chômage. Les neuf journalistes et les sept employés qui avaient osé manifester leur solidarité avec les ouvriers ont tous été licenciés — pour prétendue faute lourde — sans indemnités et sans préavis (après huit semaines sans salaire). Les locaux de l'avenue des Ternes, libérés de l'occupation des grévistes par une décision du tribunal des référés et la menace d'une intervention policière, ont été récupérés par Béchir

Ben Yahmed et ses « jaunes ». L'inspectrice du Travail, qui s'est toujours montrée très compréhensive pour la direction arbitraire et féodale de cette entreprise qu'elle a elle-même qualifiée de « farfelue », s'est une fois de plus rangée dans le camp du patron et a entériné le licenciement des délégués syndicaux. Désormais, Ben Yahmed est débarrassé de tous les éléments « pensants » de son journal et se retrouve bien tranquille avec son équipe de « jaunes » dociles et surtout — grand dieux — non syndiqués. De son côté, le syndicat du Livre pense avoir épuré ses rangs en en chassant les brebis galeuses, et compte sur l'effet bénéfique de cet exemple pour terroriser les hésitants.

Un tournant important dans l'histoire de la presse

Mais, heureusement, la réalité est loin d'être aussi sombre. La grève de *Jeune Afrique*, qui a marqué à plus d'un titre un tournant important dans l'histoire des conflits de la presse en France (c'est la première fois, notamment, qu'une grève est menée solidairement par des journalistes et des travailleurs du Livre) a permis de tirer quelques leçons qui ne sont pas près d'être oubliées par beaucoup de gens et que nous croyons utile de préciser.

1) L'épreuve de force

Au sein de l'entreprise, les rapports entre employeur et salariés sont déterminés par un état de fait : le patron dispose du capital, donc des moyens de subsistance des travailleurs. Ceux-ci, en revanche, sont avantagés par leur nombre. En cas de conflit, ce facteur est singulièrement renforcé par la cohésion entre les diverses catégories de salariés. Si le conflit entre patron et ouvriers pouvait se dérouler en vase clos, sans interventions et sans contraintes extérieures, il va de soi que les salariés l'emporteraient à tous les coups. C'est pourquoi l'Etat, qui est l'instrument des patrons, a mis au point un arsenal de lois et un appareil répressif visant à renverser ce rapport de forces au profit du patron. Alors que, dans un Etat fasciste, la répression peut s'exercer ouvertement, dans un Etat démocratique, il y a des formes à respecter pour qu'elle se déroule dans l'ordre et l'harmonie. L'appareil répressif doit apparaître comme une force d'arbitrage, un pouvoir immanent au-dessus de la mêlée, œuvrant équitablement dans l'intérêt des deux parties. Le point de perfection est atteint quand le travailleur en arrive à considérer comme un recours, une sauvegarde des instruments (tels que l'Inspection du travail par ex.) qui ont été mis en place pour aménager, légaliser son asservissement.

2) Du bon usage d'une grève

Alors que le débrayage ou la grève limitée dans le temps constituent un simple avertissement, une manifestation de l'unité et de la cohésion du personnel, la grève illimitée est une arme de combat, un moyen de pression qui doit contraindre le pa-

tron à céder rapidement. Elle doit donc nécessairement, pour être efficace :

— paralyser totalement la production, au point que sa durée constitue un danger ou, tout au moins, une gêne insupportable pour le patron ;

— être dynamique, évolutive, agressive, de manière à bousculer les défenses du patron. Si une grève s'installe, elle ne tarde pas à s'enliser.

Si le patron réussit, avec l'aide des briseurs de grève, à assurer tant bien que mal la marche de son entreprise, s'il acquiert la conviction que les grévistes n'auront pas recours à la violence ; si, de surcroît, le syndicat qui a théoriquement pour mission d'assurer le succès de la grève, s'emploie à la saborder par tous les moyens, alors le patron peut en toute quiétude laisser pourrir le mouvement avant d'avoir recours au tribunal et à la police pour écraser la révolte des esclaves...

La grève de *Jeune Afrique* aura eu le mérite de permettre que soient tirées les leçons suivantes :

a) Les travailleurs ne doivent compter ni sur les organismes officiels de conciliation qui ne sont que des attrape-nigauds ni sur l'Inspection du Travail qui est, au mieux, impuissante, à faire valoir leurs droits. Un responsable de cet organisme n'a-t-il pas déclaré un jour — en toute loyauté — aux grévistes menacés de licenciement : que l'Inspection du Travail ne pouvait pratiquement rien faire pour eux, ajoutant : « tant qu'on n'aura pas changé le système de libéralisme économique dans lequel nous vivons, rien ni personne ne pourra jamais empêcher un patron de licencier des travailleurs... »

b) Les travailleurs doivent savoir que s'ils ont affaire à un syndicat « collabo », il faudra qu'ils se passent résolument de ses services, qu'ils veillent en un mot à l'empêcher de nuire et qu'ils comptent sur leurs seules forces pour venir à bout de la résistance de leur patron.

c) Enfin, la légalité étant conçue par et pour les patrons, les travailleurs sont obligés d'avoir recours à des moyens « illégaux » pour amener leur patron à céder. Les grévistes de *Jeune Afrique* qui se sont tenus strictement dans les limites de la légalité :

— ont perdu la grève parce que leur patron a, lui, utilisé contre eux la violence « légale » que l'Etat bourgeois met à son service ;

— ont quand même été licenciés sans indemnités et poursuivis en justice par ce même patron pour prétendues « fautes lourdes et illégalités », totalement fabriquées par lui. La LOI prévoit bien un recours devant les instances prudhommales contre cette décision arbitraire et inique, mais en attendant l'aboutissement de ce recours, dans un, deux ou trois ans, — elle donne raison au patron sans

lui demander de prouver ses accusations, puisqu'elle lui permet de priver des travailleurs de leur emploi et de leurs indemnités réglementaires (de licenciement, de préavis et de congés payés). C'est un peu comme si le tribunal envoyait au bagne pour une période indéterminée tous les gens accusés d'un crime vrai ou totalement inventé, en leur demandant d'avoir à fournir les preuves de leur innocence.

Vouloir entreprendre la lutte contre le patron en acceptant de se laisser enfermer dans le carcan d'une telle « légalité », c'est se lancer dans une course à pied en acceptant d'avoir les chevilles entravées, et attachées à un boulet de cent kilos...

3) Un syndicat démasqué

Nous disions au début de cet exposé que le comportement apparemment inexplicable du syndicat du Livre est en réalité un phénomène explicable, logique, naturel. Il convient en effet de préciser que, comme certaines autres féodalités syndicales dont la réputation n'est plus à faire, la Fédération Française des Travailleurs du Livre (C.G.T.) constitue en fait une corporation. Elle comporte une infinité de sous-divisions couvrant l'ensemble des travailleurs de l'imprimerie. Le pouvoir quasi féodal des chefs de ce clan est assuré par un cloisonnement artificiel mais très strict entre les catégories innombrables qu'ils régentent en l'édition ; employés de l'édition ; ouvriers du livre ; ceux du presse ; ouvriers du labeur ; employés de presse ; ouvriers de l'Edition ; employés de l'édition ; ouvriers du Livre ; ceux du carton ; ceux du papier ; employés du livre, ceux du carton, ceux du papier ; correcteurs de presse, correcteurs de l'édition, etc., etc. La solidarité entre des catégories différentes, même très voisines comme celles du labeur et du labeur-presse par exemple. est rarissime et d'ailleurs vivement découragée par le syndicat. A la direction de chacune de ces confréries, et à plus forte raison à la tête de l'ensemble, on trouve des fonctionnaires embourgeoisés jaloux de leurs prérogatives et soucieux d'assurer dans l'ordre et sans à-coups, le fonctionnement de l'appareil vétuste qu'ils gèrent comme un bureau de placement et où ils sont passés maîtres dans l'art du marchandage avec les patrons.

Les ouvriers de l'imprimerie qui sont venus nombreux manifester leur soutien aux grévistes de *Jeune Afrique* ont tous à se plaindre du comportement de leur syndicat : conflits étouffés dans l'œuf, accords passés avec les patrons au mépris des revendications des travailleurs les plus mal payés... Ces actions, qui sont monnaie courante dans la profession, passent généralement inaperçues en raison du cloisonnement étanche maintenu entre les différentes entreprises par les responsables syndicaux. Mais le conflit de *Jeune Afrique*, à cause de sa durée et de la résistance inhabituelle des grévistes, à cause aussi de l'agitation qu'ils ont faite autour de leur litige avec le syndicat du Livre, a obligé celui-ci à se démasquer comme il l'avait rarement fait dans le passé. Dans les imprimeries, dans les sections syndicales C.G.T. de nombreuses maisons d'édition, parmi les correcteurs de la presse comme de l'édition, la base pose des questions, de-

mande des comptes, s'indigne. Sommé de s'expliquer, le syndicat du Livre a été contraint de diffuser un tract sur « Jeune Afrique ». Les mensonges dont il était truffé ont aussitôt été relevés dans un tract des grévistes qui a circulé largement dans les imprimeries où il a soulevé des discussions passionnées. La nouvelle de la radiation des sept ouvriers de *Jeune Afrique* y a provoqué une nouvelle flambée de colère.

L'œuvre de démystification accomplie à l'occasion de la grève de *Jeune Afrique* aura contribué à démasquer des dirigeants syndicalistes qui semblent avoir pris pour modèle les « boss » des syndicats américains et pour qui le maintien de l'ordre établi qui garantit leurs privilèges passe avant les intérêts des travailleurs.

Les grévistes et les jaunes

Tout au long de la grève, ceux qui sont venus manifester leur soutien et leur sympathie aux occupants des locaux de *Jeune Afrique* ont été frappés par l'ambiance chaleureuse, la bonne humeur, la camaraderie qui y régnaient. Comment expliquer qu'une poignée d'hommes et de femmes qu'aucun lien particulier ne rapprochait au départ et dont la plupart se connaissaient à peine avant la grève, aient résisté à une épreuve aussi longue ? Qu'est-ce qui fait que, quand ils se trouvent, même à quatre ou cinq, face à la masse des briseurs de grève, ces derniers rasent les murs et se dérobent ?* Qu'est-ce qui les rend, quand les se retrouvent — sans boulot et sans ressources — aussi tranquilles, aussi gais et aussi copains que pendant la grève ? Est-ce la satisfaction d'avoir tenu ensemble jusqu'au bout et d'avoir dit merde à un patron qui se croyait tout permis avec son fric ?

---

* Il est significatif qu'un des journalistes « jaunes » envoyé en reportage dans une grande capitale africaine ait répondu à des contradicteurs africains qui s'étonnaient de le voir en reportage alors que la très grande majorité des journalistes de *Jeune Afrique* était en grève : « Moi aussi je suis gréviste ! C'est même le Comité de grève qui m'envoie en reportage !... »

3

Histoire d'un journal néocolonialiste

A l'origine, en 1956, avec l'Indépendance réapparaissait à Tunis le journal *Action,* quotidien essentiellement axé sur l'information politique tunisienne.

Dirigé par Béchir Ben Yahmed, ce journal jouissait de l'appui du président Bourguiba, du parti du néo-destour et des forces progressistes qui combattaient le colonialisme français en Afrique du Nord.

Le 18 octobre 1960, ce journal devint *Afrique-Action.*

Ce changement de titre cachait en fait un premier incident entre Bourguiba et Béchir Ben Yahmed. En tournée d'inspection dans la région de Kairouan, Bourguiba avait vivement critiqué les « féodaux » qui tenaient encore le pays. La famille Ben Yahmed était visée.

Béchir Ben Yahmed réagit. Il était alors ministre de l'information du gouvernement. Il démissionna avec éclat. Il changea le titre du journal. *Afrique-Action* devait durer jusqu'en novembre 1961.

A cette date se situe un second incident entre Bourguiba et Béchir Ben Yahmed. A propos du conflit qui s'était élevé entre Bourguiba et l'un de ses ministres, M. Masmoudi, Béchir Ben Yahmed écrivit un éditorial sur le pouvoir personnel où il critiquait vivement l'attitude de Bourguiba. Furieux, ce dernier retira son appui à *Afrique-Action.*

C'est alors que naquit *Jeune Afrique.* En même temps Béchir Ben Yahmed (aidé par M. Masmoudi en ce temps-là) décidait d'aller installer son journal à Rome, en Italie, où il espérait être à l'abri des foudres de Bourguiba et du pouvoir tunisien.

Parallèlement à cette installation à Rome, *Jeune Afrique* entend dépasser les problèmes tunisiens et maghrébins pour s'intéresser à l'analyse des problèmes de tout le continent africain. Le journal change de format, développe sa pagination et s'adjoint un sous-titre : « hebdomadaire du monde nouveau ».

Arrêtons-nous un instant sur ces débuts prometteurs de *Jeune Afrique.* Ils éclairent d'une manière singulière la suite des événements.

Un véritable féodal

Relevons quatre éléments d'information :

- Béchir Ben Yahmed est issu d'une très riche famille de Djerba, qui a émigré au centre et dans le nord de la Tunisie au

cours des temps. Son père a profité de la colonisation française pour acheter des terres et se constituer des domaines immenses où il règne en maître absolu comme un véritable féodal. Ne disait-on pas que les Ben Yahmed étaient beaucoup plus puissants que les nouveaux administrateurs de la jeune république tunisienne et qu'ils détenaient en réalité tous les pouvoirs sur leurs terres ?

Cette ascendance marquera Béchir Ben Yahmed. Il en gardera une attitude féodale dans ses rapports avec ses pairs et surtout avec ses collaborateurs. Plutôt que de discuter, il claque la porte, il s'en va. En fait, M. Béchir Ben Yahmed ne dialogue jamais avec personne, sauf avec lui-même. C'est la loi du plus fort qui lui dicte sa conduite. Bourguiba était le plus fort en Tunisie, il s'est incliné. Plus tard, c'est lui Béchir Ben Yahmed qui jouera son petit Bourguiba dans le cadre de sa revue.

- Béchir Ben Yahmed ne manque pas de ressources financières propres. Il a d'abord une solide fortune personnelle. De plus, ancien d'H.E.C., il a su, avant de se découvrir une mission d'information et une ambition de directeur de journal, développer de très fructueuses affaires commerciales et financières. C'est lui qui sera le premier importateur de voitures Fiat en Tunisie et qui créera la société « Le Moteur », spécialisée dans la représentation et l'importation de biens d'équipement divers. Ce commerce lucratif dans un pays qui a hérité sur certains points d'un modèle de consommation de type français se révèle très avantageux.

- Béchir Ben Yahmed dès l'origine s'entoure d'amis qui le suivront dans toute son ascension. Il s'agit soit de Djerbiens comme lui — M. Ben Smail par exemple, qui sera le premier rédacteur en chef de *Jeune Afrique* — soit de jeunes politiciens comme M. Masmoudi, qui ne lui ménagera jamais ses appuis, soit encore d'hommes d'affaires comme les frères Guetta. Serge Guetta notamment aidera beaucoup *Jeune Afrique* en lui accordant, par l'intermédiaire de la Société Tunisienne de Banques, dont il est alors le P.D.G., un appui financier non négligeable. Sionistes notoires, les frères Guetta, de par leur influence, leurs moyens d'action et leurs relations, serviront grandement les desseins de Béchir Ben Yahmed. Serge Guetta, après la Société Tunisienne de Banques, fera partie du « staff » de la Banque Mondiale et développera parallèlement des affaires au Congo-Kinshasa. Son frère Charles s'installera au Maroc.

- Béchir Ben Yahmed représente assez bien à cette époque cette fraction de la bourgeoisie tunisienne dite libérale (mais qui se baptise déjà progressiste), qui refuse à la fois le bourguibisme, l'autoritarisme et les expériences socialistes. En fait, cette fraction de la bourgeoisie, qui n'a pas d'idéologie propre bien définie et qui agit surtout au nom d'un pragmatisme opportuniste, a surtout horreur du pouvoir absolu d'un Bourguiba qui limite le sien propre et professe par contre-coup une admiration sans bornes pour toutes les idées pseudo-libérales de multipartisme, de démocratie formelle, d'opposition...

Une longue marche vers... le néocolonialisme

Disons cependant que jusqu'à l'indépendance de l'Algérie, en juillet 1962, *Jeune Afrique* — qui tire à environ 30.000 exemplaires — se présentait comme un journal d'intentions progressistes et était amené à défendre des positions allant dans le sens de la lutte anti-colonialiste. A cette époque, *Jeune Afrique* soutint par exemple la lutte du peuple algérien pour son indépendance et, en donnant la parole aux combattants des maquis, contribua ainsi à une meilleure information internationale sur la lutte du peuple algérien contre le colonialisme français.

Sur un autre plan, *Jeune Afrique*, qui lutta pour une certaine liberté d'expression par rapport à la presse gouvernementale, constitua une tribune pour les nationalistes africains qui luttaient au sud du Sahara pour l'indépendance de leur pays.

Mais avec la proclamation de l'indépendance de l'Algérie prenait fin le rôle de *Jeune Afrique* comme journal de combat. La guerre d'Algérie avait tenu lieu tout à la fois d'idéologie, d'alibi progressiste et de promotion commerciale au P.D.G. de *Jeune Afrique*, qui n'allait pas tarder à abattre ses cartes et à montrer son vrai visage d'opportuniste. Alors a commencé l'histoire d'une longue mystification qui devait aboutir, par étapes successives et subtiles, à faire de *Jeune Afrique* ce qu'il est devenu aujourd'hui : un magazine commercial au service d'intérêts désireux d'assurer en Afrique la pérennité de leur domination politique et économique.

De 1963 à 1967, Béchir Ben Yahmed fait ses comptes. Il estime qu'en soutenant la cause algérienne, il a largement payé ses dettes à l'égard de l'Afrique militante et qu'il a maintenant le droit de se reconvertir, quitte à renier ses premières prises de position. Il entend donc passer le plus vite aux choses sérieuses.

Et pour lui, les choses sérieuses, ce n'est ni la domination du colonialisme portugais en Angola, au Mozambique, en Guinée-Bissau, ni la situation intolérable qui règne dans le bastion raciste d'Afrique du Sud. Ce n'est pas non plus la dénonciation des néocolonialismes, qui continuent d'exploiter l'Afrique après l'indépendance des pays africains. C'est encore moins la mise en accusation des bourgeoisies africaines qui ont pris le parti du néocolonialisme en se soumettant (et en y soumettant leurs peuples) pieds et poings liés à ses volontés.

Non ! Les choses sérieuses se résument pour Béchir Ben Yahmed en un maitre mot, qui lui tient lieu tout à la fois de morale et de ligne politique : le réalisme. Il s'agit donc d'être réaliste. Cela veut dire en clair que la période de luttes et de combats est terminée et qu'il convient maintenant de composer avec le système établi, de s'entendre en somme avec les puissants du jour.

Se ménager dès alibis

Certes pour reconvertir ainsi son journal qui était devenu, un peu malgré lui, une revue de combat, Béchir Ben Yahmed prendra quelques précautions. Il se gardera habilement sur sa

gauche en se ménageant de solides témoins de son « progressisme ». Durant cette période, il soutiendra encore Lumumba, tout en prenant langue avec la clique d'Adoula. De la même façon ambiguë, *Jeune Afrique* défendra Nkrumah mais s'attaquera paradoxalement au président Nasser, au point que le journal sera interdit en R.A.U. Mais au fil des mois l'idéologie réelle de Béchir Ben Yahmed apparaîtra plus clairement malgré le masque de l'objectivité qui est venu s'adjoindre à celui du « progressisme » de plus en plus terni par de sombres histoires. Deux signes qui ne trompent pas : *Jeune Afrique* commence à éviter d'évoquer les sujets brûlants du continent africain ; quand il le fait, il s'arrange pour user de voies indirectes, qui ne mettent pas en cause le journal lui-même (livres, reportages, interviews...).

En 1966 les dès son jetés. *Jeune Afrique* a choisi son camp.

Soulignons à cette occasion l'étendue de la démission de ce journal.

Après la guerre d'Algérie, *Jeune Afrique* aurait pu utiliser l'énorme capital acquis pour imposer au continent africain une presse digne de ce nom. Il en avait les moyens. Après s'être présenté comme un journal militant, *Jeune Afrique* avait encore un rôle essentiel à jouer, une sorte de seconde ligne de défense au niveau de l'information. Or son P.D.G. a pris prétexte de la spécificité de la presse en Afrique (censure, saisies répétées, omnipotence des journaux gouvernementaux...) pour renoncer. En réalité, *Jeune Afrique,* qui aurait pu devenir, après sa « folle jeunesse », une institution au moins respectable et honorable, n'a même pas sérieusement tenté de se battre pour défendre le droit à une information politique rigoureuse. Béchir Ben Yahmed, malgré l'avis d'une grande partie de la rédaction, a capitulé en rase campagne devant les pouvoirs établis et les puissances d'argent, qui n'ont pas hésité à tout mettre en œuvre pour obtenir son silence. A partir de 1966, la technique du « black out », du « silence calculé » se développe d'une façon vertigineuse. Il est déjà entendu qu'il existe des sujets intouchables : la situation en Côte d'Ivoire ou au Sénégal, les bienfaits de la coopération, la politique africaine de de Gaulle...

La politique du double jeu

A cette même époque, Béchir Ben Yahmed affine sa politique du double jeu, qui lui permettra plus tard, comme la chauve-souris de la fable, de jouer sur tous les tableaux et de devenir peu à peu le professionnel de l'ambiguité permanente. Un exemple particulièrement révélateur : en 1968, Béchir Ben Yahmed entreprend un long voyage au Vietnam du Nord* et il

* A son retour du Nord-Vietnam, Béchir Ben Yahmed aura le front de diffuser une note de service dans laquelle il invitait ses collaborateurs et employés à venir travailler au journal à bicyclette, « par solidarité avec la civilisation de la bicyclette » d'où il revenait. Lui-même, abandonnant sa somptueuse limousine dans une rue avoisinante, arrivera chaque matin, six mois durant, à vélo « pour montrer l'exemple ». C'est dire le degré de démagogie du personnage qui n'hésite pas à utiliser à des fins bassement publicitaires le courage d'un peuple dont il a été pourtant l'hôte pendant plusieurs semaines.

publie à son retour un long reportage dans lequel il dit son admiration devant la force et le courage du peuple vietnamien dans la guerre contre l'impérialisme américain. Mais, dans le même temps, à propos de la pièce d'Aimé Césaire : *Une saison au Congo,* il joue les intermédiaires commerciaux et essaie de négocier avec un grand metteur en scène français (qui lui claquera la porte au nez) la récupération politique de Patrice Lumumba... par le général Mobutu soi-même, l'agent même des Américains en Afrique, le successeur des assassins du grand patriote congolais.

Autre exemple non moins culotté : Béchir Ben Yahmed affecte de soutenir la lutte du peuple vietnamien contre les troupes américaines. Encore le fait-il en essayant de passer sous silence le contenu politique et l'enjeu véritable de la lutte au profit d'une espèce de pot pourri où il glisse des documents assez folkloriques d'origine douteuse (des rapports d'origine américaine notamment...). Parallèlement à ce soutien obligé, que croyez-vous que fait M. Béchir Ben Yahmed, ce grand ami des peuples du tiers monde ? Eh bien M. Ben Yahmed n'a rien de plus pressé que de courir dans le bureau de M. Mc Namara et de converser avec cet individu, véritable bourreau du peuple vietnamien, inventeur (du temps où il était au Pentagone) des fameux bombardements au napalm et de la défiolation de régions entières dites « suspectes ». Et dans le numéro 430, du 31 mars-6 avril 1969, Béchir Ben Yahmed publie un article-fleuve de sept pages intitulé : qu'attendre de Robert Mc Namara ? Et M. Ben Yahmed, qui a particulièrement ses raisons, en attend beaucoup de bien et plus particulièrement un développement des affaires de la Banque Mondiale en Afrique. Ne va-t-il pas jusqu'à écrire : « Robert Mc Namara est avant tout un idéaliste, un homme généreux et totalement désintéressé. Il croit que la dignité de l'homme est la chose qu'il faut respecter. Il est convaincu que c'est en mobilisant ce qu'il y a de meilleur en chaque homme qu'on peut progresser vers une société plus juste, fondée sur la solidarité. C'est un homme chaleureux, sociable, plein d'humour [...] »

Le temps du « réalisme »

La fin de l'année 1968 coïncide avec l'arrivée à la rédaction en chef de *Jeune Afrique* d'un individu surtout préoccupé de présenter l'Afrique (où il n'a d'ailleurs jamais mis les pieds, sauf sur les plages tunisiennes) comme un continent où il ne se passe rien, où tout le monde est heureux et dont les habitants sont avides d'entrer dans la civilisation des gadgets du monde occidental. Ce monsieur (Jean-Louis Gouraud pour ne pas le nommer) décrète du haut de son ignorance que les mots : impérialisme, colonialisme, néocolonialisme, capitalisme, exploitation... ne doivent plus avoir cours à *Jeune Afrique,* journal sérieux, Ce ne sont selon lui que slogans démagogiques insupportables aux oreilles de Béchir Ben Yahmed et aux siennes propres. Il proclame qu'il est grand temps de supprimer dans *Jeune Afrique* tout ce qui pourrait rappeler le journal d'opinion qu'il était dans le passé. L'opération « liquidation-du-passé » est menée

de main de maître. La transformation de *Jeune Afrique* en magazine à sensations est enfin décidée et entérinée. « Les grandes causes sont définitivement mortes » énonce-t-il doctement, il s'agit maintenant d'être réalistes et enfin sérieux ».

Le temps du réalisme, c'est le temps de l'argent et des pires bassesses pour arriver à anesthésier le lecteur et à l'empêcher de penser. D'ailleurs, à partir de 1968, Béchir Ben Yahmed entreprend une recherche tout terrain et tous azimuths d'une clientèle qui commence à se détacher d'un journal qui les révolte. Les jeunes, les étudiants et les militants ne lisant plus le journal, il s'agit d'attirer tous les lecteurs potentiels en leur donnant à penser qu'ils trouveront dans *Jeune Afrique* ce qu'ils cherchent ailleurs.

Anesthésier les lecteurs

Jeune Afrique amorce ainsi la troisième étape de son existence avec des objectifs on ne peut plus clairs : dépolitiser au maximum le continent africain, anesthésier les lecteurs en les amusant et en les égarant, semer la pire confusion en discréditant les expériences progressistes en Afrique et dans le tiers monde (avec comme cibles favorites : la Guinée, la Chine et Cuba) et en louant tous les régimes les plus réactionnaires.

Le mot d'ordre du directeur est : décrire, décrire encore, décrire toujours, et Béchir Ben Yahmed laissera un jour tomber devant trois fidèles : « les Africains veulent du concret et pas toutes ces analyses qui leur donnent mal à la tête... »

Et *Jeune Afrique* peut enfin devenir ce qu'il voulait être ! Apparaît une bande dessinée dans laquelle l'héroïne, prénommée Sahara (une africano-suédoise blonde aux yeux bleus : coopération oblige) sévit en Guinée-Bissau sur un mode grotesque et révoltant afin de ridiculiser les maquisards qui luttent contre le fascisme portugais. Arrivent les fameux suppléments féminins (avec la non moins fameuse mention « interdit aux hommes » !), qui constituent autant de provocations scandaleuses pour les Africaines et qui témoignent d'un mépris qui dépasse en grossièreté et en insulte tout ce qu'auraient pu imaginer les pires petits-blancs dans ce domaine. Surviennent des articles douteux et infâmes sur la sexualité des Africains.

Une kyrielle d'articles effarants

Sur le plan politique, le journal devient un amalgame contradictoire d'articles où se côtoient ceux que rédigent envers et contre tout une majorité de rédacteurs restés fidèles aux objectifs premiers de *Jeune Afrique* et ceux qu'imposent la rédaction en chef ou le P.D.G., soit directement, soit par pigistes « aux ordres » interposés. On verra ainsi arriver dans le journal une kyrielle d'articles effarants, qui soulèveront la protestation indignée des lecteurs et des rédacteurs. Citons quelques échantillons :

- dans le domaine « sexy » (sic) : interview de Miss Zaboo, vedette malienne du Crazy Horse Saloon, intitulé : Je suis une strip-teaseuse. Du sexy, le directeur de *Jeune Afrique* passe au porno avec un article sur « la meilleure façon d'exciter les blancs » (16 février 1971) ;

- au chapitre des interviews « engagées », on peut relever les noms d'africains « progressistes » comme le colonel Ojukwu, le président Ahidjo ou Léopold Sédar Senghor (qui dans un récent article sur la coopération franco-africaine ira jusqu'à écrire : « Pour la France, la coopération est sans doute d'abord une contribution à la genèse de la civilisation de l'universel ».) ou d'amis non moins progressistes de l'Afrique comme Marcel Dassault, Paul Berliet et autres M. Bich (l'homme des pointes Bic, mais oui !) ou Trigano... ;

- dans le domaine des articles-bidons, soi disant documents inédits, on relève un papier invraisemblable sur le choléra en Afrique (comme par hasard, c'est la Guinée qui est accusée), toute une série d'articles sur les marchands de canons vus sous l'angle du roman policier et des « reportages » — qui ne sont pas là par hasard — sur le tourisme en Afrique, les safaris, les grands hôtels, les circuits, les « grosses bêtes », bref toute la panoplie africaine vue par vieux coloniaux en retraite ;

- dans le secteur économique, il faut absolument relever un article qui, à lui seul, en dit long sur l'orientation de *Jeune Afrique* : « Le Japon ou l'art de sortir du sous-développement » (8 septembre 1970) ;

- enfin, Béchir Ben Yahmed tient tout particulièrement à se montrer un partisan zélé de la coopération, même s'il s'époumonne à donner le change dans des éditoriaux ambigüs à souhait. D'où de longs panégyriques sur les bienfaits de la coopération franco-africaine (avec un numéro spécial à l'appui préfacé par Senghor)* sur le voyage d'inspection de Pompidou en Afrique...

Objectif : devenir un magazine « apolitique »

Toute cette politique de l'information n'est pas le fruit du hasard. Elle a été mûrement calculée pour attirer vers *Jeune Afrique* des franges marginales de lecteurs africains en plein désarroi et qui ont tendance à prendre l'information reçue pour vérité d'Evangile. Il s'agit en effet de se constituer une clientèle non politisée, propre à consommer n'importe quelle information et que l'on peut berner et illusionner par des articles qui, sous

* Dans cette ahurissante préface où Senghor, à sa manière subtile et syncrétique, encense sans mesure la coopération franco-africaine, on peut lire cette phrase historique : « Pour la France, la coopération est sans doute d'abord une contribution à la genèse d'une civilisation de l'universel. »

une apparence de sérieux ou d'analyse, ne sont que des trompe l'œil, des faux semblants, des escroqueries intellectuelles et morales.

Par une note du 26 octobre 1968, intitulée : « Orientation générale pour la rédaction », Béchir Ben Yahmed met définitivement les choses au point et institutionnalise le magazine « à grand spectacle » qu'est devenu *Jeune Afrique*.

Il avertit d'abord les lecteurs : « *Jeune Afrique* n'adhère pas à une idéologie. Il n'a pas à défendre un programme ou une doctrine. » Nous voilà fixés définitivement et clairement. La porte est ouverte à tous les opportunismes. Et quelques lignes plus bas, on peut lire : « *Jeune Afrique* n'est qu'un journal. Sa mission première est d'informer, d'expliquer, d'éduquer. Il a cependant le devoir de défendre les intérêts généraux des Africains, de soutenir LES IDEES AUXQUELLES CROIENT SES DIRIGEANTS. » Voilà un aveu qui mérite d'être souligné. Il s'agit bien, comme le montrera la politique du journal par la suite, de transformer *Jeune Afrique* en une tribune permanente pour MM. Senghor, Houphouet-Boigny, Tsiranana et autres dirigeants africains dévoués aux intérêts du néo-colonialisme.

Comment arriver à devenir la meilleure tribune de tous ces potentats-fantoches sans que le lecteur encore réticent ne se cabre ou n'ouvre définitivement les yeux ? Béchir Ben Yahmed, expert en double jeu, ne lésine pas sur les moyens. Il lâche crûment le morceau : « Nous ferons effort pour donner MOINS DE PLACE AUX GRANDS PROBLEMES POLITIQUES, CULTURELS, PHILOSOPHIQUES. Sur ce plan, ce n'est pas *Le Monde* qui doit nous inspirer, encore moins *L'Observateur*, mais *L'Express*, voire *Selection du Reader's Digest*. C'est à ce prix que *Jeune Afrique* deviendra pour l'Afrique francophone ce que *Time* ou *Newsweek* sont aux U.S.A., *Paris-Match* en France... »

Un « Paris-Match » africain

Soulignons au passage à quel point le modèle occidental — et quels modèles que *Sélection du Reader's Digest* ou *Paris-Match* — fascine Béchir Ben Yahmed. Plutôt que de tenter de réaliser et de diffuser un véritable journal africain qui réponde aux besoins réels des masses et qui permette à l'information de jouer son rôle d'outil de combat, et de prise de conscience, il préfère nier la spécificité propre du continent africain et transposer directement un modèle d'information déjà mis en accusation en Europe ou aux Etats-Unis mêmes.

Cette volonté d'aligner à toute force *Jeune Afrique* sur les « grands aînés » américains ou européens est révélatrice d'un état d'esprit déplorable visant :

— à laisser croire qu'il existe une « information neutre de type international » consommable par tous,

— à laisser entendre que l'information militante n'est pas sérieuse,

— à anesthésier complétement le lecteur en lui fournissant un

véritable « produit » qui, sous le masque de l'objectivité, sert en réalité les intérêts étrangers en Afrique.

« Compte tenu des résistances inévitables des rédacteurs... »

Outre ce qu'une comparaison entre *Jeune Afrique* et *Time* ou *L'Express* peut avoir d'absurde et d'irréel du point de vue des moyens techniques et financiers, on décèle dans cette tentative d'assimilation à la grande presse internationale un mobile politique très clair : aboutir à un nivellement de l'information qui permette de lier encore plus fort les « élites » des pays africains à leurs homologues des pays capitalistes.

Et Béchir Ben Yahmed terminait cette note historique par cette constatation : « compte tenu des résistances inévitables des rédacteurs, nous adopterons une formule plus magazine... il faut transformer radicalement et progressivement le journal ». Et d'indiquer le mode d'emploi, pour aboutir dans des délais extrêmement brefs à une dépolitisation absolue de l'information :

- moins de textes, davantage de photos ;
- des jeux en grand nombre ;
- des bandes dessinées ;
- des dessins humoristiques ;
- une multitude de petites rubriques anodines et incolores : « portraits », « Ils ont dit », « faits divers », « carnet », « ce jour-là », « vos questions »...

Cette énumération constitue tout un programme. L'esprit le moins critique y décélerait les deux orientations fondamentales qui vont présider à la conception de *Jeune Afrique* à partir de 1969 :

— dépolitisation accélérée de l'information au nom d'une prétendue objectivité,

— mise en condition du lecteur dans le seul but de lui faire consommer une information de plus en plus réactionnaire, de plus en plus sensationnelle, de plus en plus douteuse et équivoque.

La couleur de la cravate d'Houphouët...

Il s'agit bien d'anesthésier le lecteur en l'amusant, en lui faisant perdre le goût de tout débat politique sérieux, en l'égarant sur les voies de l'anecdote, du folklore et du magazine.

Avec le temps, la méthode journalistique de *Jeune Afrique* se rôde parfaitement. L'anecdote remplace l'analyse, l'historiette devient la règle. La couleur de la cravate de M. Houphouët-

Boigny annonçant qu'il ouvre le dialogue avec le régime raciste d'Afrique du Sud revêt plus d'importance que le programme politique des résistants angolais en lutte contre le colonialisme portugais, que le P.D.G. de *Jeune Afrique* et son rédacteur en chef osent qualifier de « ressassage ». La description minutieuse et respectueuse des faits et gestes de Pompidou en tournée d'inspection dans cinq néo-colonies africaines remplace l'évocation de la répression qui s'est abattue en Mauritanie et au Sénégal contre les patriotes qui dénonçaient le néo-colonialisme français.

La tendance droitière s'accentue malgré l'opposition de plus en plus vive de la rédaction. Le régime de Sékou Touré est tourné en dérision presque chaque semaine et on laisse insulter la Guinée par un journaliste d'extrême droite, qui a participé personnellement à l'agression portugaise de novembre 1970 : Siradiou Diallo*. Le régime de Modibo Keita, au Mali, est conspué... après sa chute naturellement. De même celui de Nkrumah.

Le directeur de la rédaction refuse pendant près d'un an de publier une remarquable interview du président tanzanien Nyerere, mais trouve la place suffisante pour ouvrir ses colonnes à des documents infâmes sur... la sexualité des Africains en Guinée (sic). Quant aux patriotes africains d'Angola, du Mozambique et d'Afrique du Sud, on ne les laisse s'exprimer que très accessoirement, ou pas du tout. Un long article dénonçant la construction du barrage de Cabora-Bassa par les monopoles des pays occidentaux (et donnant des noms) a été purement et simplement jetté à la corbeille (trop politique paraît-il !). On recourt aussi abondamment à la méthode dite des « libres opinions », des « forums », dans lesquels des Africains, partisans du « dialogue » avec Prétoria, se voient complaisamment donner la parole. On ira même jusqu'à retenir pendant très longtemps un article jugé « trop dur » et « trop démagogique » sur la situation en Afrique du Sud alors que l'on publie simultanément des panégyriques insensés sur De-Gaulle-le-décolonisateur.

Ben Barka ? connais pas

Par contre, pas un mot critique sur la situation au Sénégal, en Côte d'Ivoire ou au Maroc. Il est formellement interdit — dans ce grand journal « progressiste » — de rappeler l'affaire Ben Barka ou d'évoquer les méthodes de corruption politique qui ont cours à Abidjan.

Il convient de souligner à ce propos la règle d'or de *Jeune Afrique* : critiquer « librement » les régimes des pays où le journal n'est pas vendu pour des raisons politiques ou pour des raisons linguistiques (Guinée, pays africains anglophones, pays arabes du Moyen Orient).

Parallèlement, l'instabilité de l'emploi se développe. On a pu dire que *Jeune Afrique* était devenu un véritable hall de gare dans lequel on ne faisait que transiter. Il s'agissait en effet de

---

* Outre Siradiou Diallo, les deux autres journalistes qui ont refusé de se mettre en grève avec leurs camarades sont Jean-Pierre N'Diaye et Paul Bernetel.

ne conserver que les éléments « sûrs », c'est-à-dire corrompus et prêts à toutes les compromissions. Par ailleurs, la direction de *Jeune Afrique* mettait au point un véritable système répressif pour tenter d'étouffer les rédacteurs permanents du journal. En manipulant le générique du journal presque chaque mois, en faisant appel massivement à toutes sortes de pigistes (pigistes permanents, pigistes occasionnels, pigistes salariés, pigistes de circonstance...) Béchir Ben Yahmed pouvait faire pression sur les journalistes de *Jeune Afrique*, les faire taire et finalement les neutraliser complétement.

Plutôt mon cheval !

Pour éviter les questions embarrassantes des rédacteurs de plus en plus mal à l'aise, on supprime les comités de rédaction Ainsi les journalistes se trouvent-ils complétement évincés des décisions d'orientation politique. Bien souvent, ils n'ont connaissance du contenu du journal qu'une fois qu'il est paru ! Certes il ne leur est pas interdit d'adresser à la direction des remarques (par écrit, car Béchir Ben Yahmed ne converse jamais avec la plupart des rédacteurs, sous le prétexte qu'ils lui ont fait l'affront de se syndiquer et de mettre ainsi « hors de la grande famille de *Jeune Afrique* (sic) » mais il n'en est tenu aucun compte. Jean-Louis Gouraud laissera même un jour tomber négligemment : « Ils peuvent bien me dire tout ce qu'ils pensent ; Ben Yahmed s'en fout royalement. » Et à un journaliste stupéfait, il sortira même : « Les rédacteurs de *Jeune Afrique* au comité de rédaction ? Pas question ! Je préfère y inviter ma cousine et mon cheval. »

Béchir Ben Yahmed n'en demeure pas moins habile, très habile. Il tient à son auréole de « progressiste » qui lui assure des entrées privilégiées dans certains milieux de la gauche française qui ont choisi de se laisser abuser par le personnage... ou qui ne lisent plus *Jeune Afrique* depuis fort longtemps. Pour tromper son monde, Béchir Ben Yahmed (qui a par ailleurs besoin de ce marché important) affecte d'approuver l'expérience algérienne mais il n'en retient que l'aspect technocratique et ignore sciemment son contenu idéologique. D'un long voyage en Algérie, il ne ramènera qu'un article (« L'Algérie à l'heure du réalisme », 19 mai 1970), où il s'ingéniera à décrire les Algériens comme il aimerait qu'on le décrivît lui-même, c'est-à-dire un petit technocrate fasciné par l'*american way of life* : « les avions qui vous emmènent à Alger sont remplis de jeunes technocrates algériens, retour de quelque mission. Ils sont sûrs d'eux-mêmes comme des businessmen prospères. Dans le même avion, on rencontre d'autres exécutives américains... »

De l'affaire Ben Salah en Tunisie, il donnera une explication anecdotique, en camouflant délibérément l'antagonisme social et politique qu'elle reflète. Dans un article très mesquin de ton, il lui reprochera son ambition et sa prétention à faire de l'économie... alors qu'il n'était que professeur de Lettres.

Il faut dire que, dans un lamentable supplément consacré à Lénine, Béchir Ben Yahmed avait fait cette profession de foi sublime : « Quant à moi, je suis léniniste, mais je ne suis pas marxiste. » Bel exemple de confusionisme machiavélique !

Cet homme est dangereux

Soulignons ici la seconde règle d'or de *Jeune Afrique* : apparaître comme progressiste aux yeux du monde extérieur et profiter de cette couverture usurpée pour mener une politique que les plus cyniques néo-colonialistes n'oseraient plus mener aujourd'hui. En ce sens, Béchir Ben Yahmed est réellement un homme dangereux, qu'il convient de dénoncer sans relâche MM. Prouvost ou de Breteuil ne cachent pas leur jeu. Béchir Ben Yahmed est aussi réactionnaire que ces messieurs, mais il le dissimule. Il moralise à longueur d'éditoriaux, il se permet de donner des leçons de démocratie à l'Afrique toute entière, il prêche pour la liberté et pour la justice. Mais dans le même temps, il méprise souverainement le lecteur africain et le trouve juste bon à consommer sa littérature-gadget. Cette politique du double jeu, d'ailleurs connue de tous les milieux politiques et journalistiques, tourne vraiment à l'obsession. C'est que Béchir Ben Yahmed tient énormément à son auréole de progressiste, acquise il y a dix ans à l'époque de la guerre d'Algérie. Aujourd'hui qu'elle a fondu au soleil des pires compromis, il s'y accroche avec l'énergie du désespoir. Il faut dire qu'il ne ménage pas ses efforts pour paraître « à gauche » alors que les faits et son action l'entraînent de plus en plus à l'extrême droite. Il va jusqu'à importuner la Délégation du Vietnam du Nord à Paris pour obtenir des cartons d'invitation à toutes les réceptions, où il peut plastronner et donner le change. Il fait des pieds et des mains pour se faire inviter dans des pays engagés comme l'Algérie. Il choisit soigneusement des amis « à gauche » afin de disposer de cautions en cas de « bavures ». Il cite Lénine très volontiers*, mais bien évidemment à contre-sens et toujours quand il s'agit d'accabler des mouvements progressistes.

Le bilan de dix années de « Jeune Afrique » ?

C'est Béchir Ben Yahmed qui s'en charge lui-même dans un éditorial ahurissant en date du 29 décembre 1970, intitulé : « Une nouvelle décennie... continuons. »

Béchir Ben Yahmed commence par faire deux constatations :

— « Nos lecteurs ont tendance à estimer que *Jeune Afrique* ménage trop les gouvernants, ne dénonce pas suffisamment les erreurs et fautes des gouvernants... »

— « La majorité de nos lecteurs trouve que nous ne sommes pas assez à gauche, que nous ne luttons pas avec assez de détermination contre le néo-colonialisme et l'impérialisme... »

---

* Dans le même temps, Béchir Ben Yahmed reçoit en grand secret — à son bureau, un samedi matin, alors que la rédaction n'est pas là — le général guinéen qui a organisé avec les Portugais l'agression fasciste contre le régime de Sékou Touré.

N'allez surtout pas penser que Ben Yahmed fait enfin son autocritique. A ce sujet, il faut encore dévoiler une des techniques favorites du journal, et qui fait parfois illusion sur les lecteurs naïfs. Il affecte de laisser parler l'adversaire, de lui laisser tout dire, tout énoncer, y compris les critiques les plus dures. Le courrier des lecteurs est ainsi rempli chaque semaine de lettres d'injures contre *Jeune Afrique* et la politique de Ben Yahmed. Ce dernier, avec une habileté diabolique, a compris tout le parti qu'il pouvait tirer de cette soupape de sûreté. Cela lui permet de se rattraper au niveau rédactionnel et d'accentuer encore davantage l'opportunisme de ses articles.

Reprenons la suite de ce fameux éditorial. Après ces deux constatations plutôt décourageantes, Béchir Ben Yahmed conclut superbement : « C'est la preuve que nous sommes sur la bonne voie (sic). » En somme, le P.D.G. de *Jeune Afrique* se félicite d'être devenu le réactionnaire qu'il s'est toujours défendu d'être. Et d'une phrase, il renie enfin dix ans de faux militantisme, de pseudo-progressisme : « Nous nous sommes lancés dans la belle et redoutable aventure d'un journal pour défendre QUELQUES IDEES SAINES ET SIMPLES. »

Quelques idées saines et simples ! Nous y voilà enfin ! Du pétainisme africain tout simplement ! Un retour à la terre, au bon libéralisme rétrograde ! Et Béchir Ben Yahmed résume ces idées simples et saines en trois mots : fraternité, dignité, promotion. Voilà bien la devise passe-partout d'un progressiste « notoire », d'un ami de toujours des peuples du tiers monde, qui veut « convenablement » informer ses lecteurs, leur expliquer « honnêtement » les événements et leur proposer une interprétation « non partisane » pour agir en tant qu'homme et en tant que citoyen...

Une triple tactique

Et pourtant la politique informative de *Jeune Afrique*, qui ne peut plus tromper personne, n'est que trop claire. Décidément, le libéralisme « éclairé » de Béchir Ben Yahmed est bien mité. On peut résumer ainsi sa tactique :

— Affecter d'adopter une attitude progressiste sur des sujets qui n'ont pas de rapport *direct* avec l'Afrique. On dénoncera donc la situation en Amérique latine, la guerre au Vietnam et l'on donnera la parole aux Black Panthers.

— Faire montre d'un simili-progressisme sur des sujets qui ont une incidence *indirecte* sur la situation du continent. La question palestinienne par exemple. Longtemps, très longtemps hésitant sur ce sujet, Béchir Ben Yahmed n'a affecté de prendre parti pour les Palestiniens que sous la pression des lecteurs maghrébins (« t'es un drôle d'arabe, Ben Yahmed », lui écrivait un Algérien) qui supportaient de plus en plus mal son indulgence et sa sympathie à l'égard d'Israël.

— Faire le silence et le black out sur les sujets brûlants qui concernent *directement* le continent africain. Ainsi a-t-on

complétement ignoré la reconquête coloniale au Tchad (Béchir Ben Yhamed appelle cela : « pécher par omission »...). Ainsi a-t-on minimisé l'assassinat inqualifiable du patriote camerounais Ernest Ouandié au Cameroun, alors qu'on se répandait en vociférations contre les exécutions à Conakry. Ainsi s'est-on totalement tu sur le procès de Marrakech, sur l'emprisonnement des étudiants au Sénégal, sur la répression à Madagascar. Rappelons qu'en mai 1968, tandis que les étudiants sénégalais subissaient une répression impitoyable (8 morts), Béchir Ben Yahmed se faisaient officiellement décorer par Léopold Sédar Senghor.

Le mythe d'un journal progressiste, totalement indépendant des puissances d'argent et ne vivant que de ses lecteurs a fait long feu. Il faut examiner les choses d'un peu près et voir maintenant à qui appartient réellement *Jeune Afrique* et qui décide en dernière analyse dans ce journal. Sans compter la fortune personnelle de Béchir Ben Yahmed et celle de ses amis banquiers ou riches hommes d'affaires, il est permis de s'interroger sur le contrôle de *Jeune Afrique* par les puissances d'argent.

Trois sources de financement... parmi d'autres

Ces influences prennent trois voies pour financer le développement de *Jeune Afrique*.

● Les suppléments.

Les suppléments de *Jeune Afrique* rapportent beaucoup d'argent car ils sont avant tout conçus comme des supports publicitaires agrémentés d'un texte rédactionnel plus ou moins sérieux. Payés par les Etats (Sénégal, Mauritanie, Gabon...) ou par des organismes et des sociétés commerciales, ces suppléments constituent la meilleure forme de propagande commerciale et permettent aux bailleurs de fonds de faire pression sur *Jeune Afrique* : si vous me critiquez vous n'aurez pas de commande de supplément. Or, depuis deux ans, Béchir Ben Yahmed a multiplié les suppléments en se mettant ainsi chaque fois davantage dans les mains des puissances d'argent étatiques ou commerciales, qui ont naturellement exigé une soumission politique et une docilité idéologique en retour.
Par la grâce de ces suppléments, on a vu à *Jeune Afrique* des « événements » rédactionnels aussi effarants que le supplément « Diori en Asie » (10 décembre 1969), où l'Asie de *Jeune Afrique* se résumait à Formose, la Corée du Sud, Hong-Kong et Singapour et un supplément de 8 pages couleur (juillet 1969) sur le whisky, présenté comme « la vedette numéro 1 des boissons alcoolisées à la conquête de l'Afrique ! ».

● La publicité.

A propos de la publicité elle-même, il est un scandale que le directeur de *Jeune Afrique* a soigneusement masqué jusqu'à

aujourd'hui : c'est le financement du journal par l'Afrique du Sud. Aussi incroyable que cela puisse paraître, il est incontestable qu'une partie importante du budget publicité de *Jeune Afrique* — hebdomadaire africain se prétendant à l'avant-garde du progrès — provient de puissances financières sises dans le bastion raciste d'Afrique australe, exterminateur d'Africains.
Ainsi la publicité pour les cigarettes « Rothmans » ou « Craven A » est le fait de la Rembrandt Tobacco Corporation (South Africa) Ltd du milliardaire de l'apartheid, le docteur Antony E. Rupert. La marque de moteurs « Perkins » a d'énormes intérêts au Mozambique, en Angola et en Afrique du Sud et *Jeune Afrique* accepte sa publicité alors même qu'elle signale ces scandaleuses réalisations. *Jeune Afrique* doit être par ailleurs le seul journal de tout le continent africain (et pour cause) à oser passer la publicité d'un groupe métallurgique suisse (le groupe Sulzer), qui mentionne sur son annonce publicitaire — et sans le dissimuler — son siège... à Johannesburg !

- Enfin, il faut parler de la dernière trouvaille de Béchir Ben Yahmed la plus fructueuse aussi : l'opération augmentation du capital. En 1970, pour développer son affaire (car c'est de cela qu'il s'agit essentiellement) Béchir Ben Yahmed a décidé d'augmenter le capital de son journal de 1 à 5 millions de francs en plaçant 40.000 actions de 100 francs auprès d'investisseurs français ou africains. Le P.D.G. de *Jeune Afrique* a voulu présenter cette opération comme « révolutionnaire » (c'est une manie : il faut tout déguiser, y compris le profit). La réalité est évidemment très différente. On a appris que Béchir Ben Yahmed avait essayé de vendre 25 % de ces nouvelles parts au Général Mobutu, qui aurait ainsi servi de relais à un financement indirect des Etats-Unis. C'est la gourmandise de Mobutu — demandant 51 % du capital de *Jeune Afrique* — qui a fait échouer l'opération.
A l'heure actuelle, ces fameuses nouvelles actions de *Jeune Afrique* sont entre les mains des ministres, des fonctionnaires, des industriels, bref du pire establishment de Tunisie, du Maroc, du Sénégal et de Côte d'Ivoire, sans parler des représentants officieux des grosses sociétés françaises qui ont vu là un moyen non négligeable d'intervention sur le continent africain.
Cette troisième source de financement donne la vraie mesure de *Jeune Afrique* en 1970 : une bonne affaire pour des hommes d'affaires.

Le magazine des nouvelles bourgeoisies

D'ailleurs, il ne faut pas s'y tromper et *Jeune Afrique* ne s'y trompe guère : qui sont les lecteurs du journal en 1971 ? Référons-nous pour plus de détails à un document de janvier 1970 envoyé aux annonceurs du journal. On peut y lire ce qui suit : « *Jeune Afrique* informe les dirigeants et les cadres africains de tout ce qui se passe dans le monde. *Jeune Afrique* est le maga-

zine des responsables. Il est lu par les hommes d'Etats africains, les ministres, les hauts fonctionnaires, les financiers, les hommes d'affaires, les cadres supérieurs, les membres des professions libérales, les enseignants... ». Sans commentaire. Ce même document définit semble-t-il très exactement ce qu'est *Jeune Afrique*, ce qu'il représente aujourd'hui, sa vraie nature : « *Jeune Afrique* est le support publicitaire n° 1 de l'Afrique. » Sans commentaire non plus.

En définitive, que représente aujourd'hui *Jeune Afrique?* Quels intérêts sert-il ? De qui est-il l'agent et le porte-parole ?

— Première constatation : *Jeune Afrique* ne peut plus prétendre au titre de journal africain.

— Seconde constatation : *Jeune Afrique* se trouve défendre des positions proches de celles des intérêts étrangers en Afrique : le néocolonialisme français et l'impérialisme américain. Aujourd'hui, *Jeune Afrique* — rédigé et conçu à Paris — est devenu le véhicule officiel de la coopération, la courroie de transmission des intérêts qui se servent de l'Afrique comme d'un continent taillable et corvéable à merci, la plate-forme idéale de tous ceux qui veulent vendre l'Afrique.

— Troisième constatation : *Jeune Afrique* est devenu dans les faits le porte-parole des pouvoirs africains les plus réactionnaires*.

— Quatrième constatation : *Jeune Afrique* réalise l'alliance des intérêts économiques étrangers et de ceux des bourgeoisies africaines qui leur sont liées avec, comme alliée et complice une partie de la gauche française qui s'obstine à considérer *Jeune Afrique* comme un moindre mal pour le continent africain.

« Jeune Afrique » a choisi son camp

Et Béchir Ben Yahmed ? A-t-il choisi le sien ? Sans aucun doute.

Cet ancien ministre-commerçant aurait pu devenir un très grand journaliste. Il en avait l'étoffe et le talent. Il a fait preuve de courage au début de sa carrière dans la presse alors que d'autres se taisaient. Mais, privé d'un support idéologique extérieur (la guerre d'Algérie), le personnage s'est effondré et dégonflé comme une baudruche. Il est apparu qu'il n'était dé-

* Il est pour le moins révélateur que Senghor et Houphouët-Boigny, ces deux grands « progressistes » africains, considèrent tous deux *Jeune Afrique* comme leur tribune propre et se jalousent férocement à propos de leur influence réciproque dans ce journal. Recevant un journaliste de *Jeune Afrique*, Senghor lui dira : *Jeune Afrique* joue Houhpouët-Boigny contre moi. Vous préférez la Côte d'Ivoire au Sénégal. » Et Houphouët-Boigny dira tout à trac à un responsable de *Jeune Afrique* : « vous ne m'aimez pas, vous donnez toujours la parole à Senghor... ».

cidément pas à la hauteur de ses ambitions et des espoirs que d'aucuns avaient placés en lui pour introduire une presse digne de ce nom en Afrique.

Faute d'idéologie solide, faute de programme politique clair, faute surtout de convictions, Béchir Ben Yahmed se retrouve aujourd'hui, petit opportuniste parisien, au rang de ces hommes sans scrupules, hantés par leur propre personnage et surtout préoccupés de leur petit devenir personnel. Réduit à ressasser des petites idées « simples et saines », à se répandre en propos moralisants, à citer de Gaulle, à donner des leçons qu'il est le premier à piétiner, à conseiller aux autres des positions politiques qu'il ne suit pas, Béchir Ben Yahmed n'est pas même le Servan-Schreiber d'une Tunisie qui le déteste et le rejette. Il se voulait un homme de progrès et il est devenu le représentant de l'establishment compradore qui pille l'Afrique. Il aspirait à jouer les libérateurs du continent africain, il se retrouve l'instrument docile et consentant de toutes les forces qui veulent l'asservir. Il rêvait d'être le prophète d'une Afrique nouvelle, d'une « Jeune Afrique » et il n'est en définitive que le complice d'un système odieux qui méprise l'Afrique et les Africains.

Un mythe démasqué

Deux mois de grève exemplaire, menée en toute lucidité et dans un plein esprit de responsabilité auront donc eu raison du mythe jusque-là solidement ancré de *Jeune Afrique*, journal progressiste et porte-voix des peuples opprimés. Certes, Béchir Ben Yahmed peut aujourd'hui pavoiser. En apparence, il sort vainqueur de l'épreuve de force qu'il a recherchée et imposée.

L'essentiel se situe ailleurs. La vaste campagne d'explication menée à tous les niveaux et sans relâche pendant deux mois par les grévistes a dissipé le voile de fumée derrière lequel Ben Yahmed dissimulait ses activités anti-africaines. Il avait une peur panique de cette explication publique. Ses préférences allaient à un « réglement du conflit en famille » qui lui aurait permis, quoi qu'il arrive, de conserver intacte son image de marque. Les grévistes ont déjoué la manœuvre en suscitant un vaste mouvement d'opinion et de solidarité active, en France et en Afrique, autour de leur action. Une information intense a permis de cerner le personnage, de révéler au grand jour ses orientations politiques réactionnaires enrobées dans une phraséologie de gauche, de dénoncer les sources douteuses du financement de son journal. Ainsi, il est aujourd'hui de notoriété publique que M. Ben Yahmed, inconditionnel de « l'american way of life », se comporte dans son entreprise comme un potentat aux pratiques moyenâgeuses.

La victoire des grévistes est d'avoir mis fin à dix longues années d'imposture. *Jeune Afrique* est un allié précieux du néocolonialisme en Afrique : la victoire des grévistes a été de fournir à l'opinion progressiste des éléments établissant la duplicité de Béchir Ben Yahmed qui s'avance décormais sans masque.

Annexes

La trahison des dirigeants de la chambre typographique parisienne (membre de la Fédération Française des Travailleurs du Livre, C.G.T.) a provoqué des remous parmi les adhérents de ce syndicat. Démasqués, ses responsables (Guinot, Waille et Bureau) ont diffusé dans les imprimeries de la capitale française un tract qui calomniait l'action des grévistes de Jeune Afrique. *Ceux-ci leur ont alors répondu dans un tract dont voici le texte. Distribué à* 5.000 *exemplaires, ce document irréfutable a suscité des prises de conscience salutaires chez les affiliés sincères de la F.F.T.L.*

1. Les grévistes de Jeune Afrique répondent a la chambre typo

Dans un tract récent, portant l'en-tête du « Comité intersyndical du livre parisien », les dirigeants de la Chambre syndicale typographique s'efforcent de justifier leur attitude dans le conflit qui oppose depuis sept semaines les grévistes de *Jeune Afrique* (dix-huit ouvriers du livre, sept employés et neuf journalistes) à leur P.D.G. Béchir Ben Yahmed.

Les grévistes ont le regret de constater que ce tract comprend un grand nombre d'omissions, d'inexactitudes ou, à tout le moins, de demi-vérités, qu'il reprend aussi un certain nombre d'« arguments » élaborés par leur patron dès le début de leur mouvement.

Aussi tiennent-ils à préciser à l'intention de tous les travailleurs du Livre les points suivants :

— S'ils ont été contraints de « tolérer » la grève pendant les premières semaines. les dirigeants actuels de la Chambre typo (Guinot, Waille et Bureau) n'ont jamais véritablement aidé les grévistes. Ils nous accusent maintenant d'avoir distribué des listes de souscription dans les entreprises. S'il est vrai que nous avons procédé à quelques collectes ici ou là c'est parce que, bien que dûment sollicités, les dirigeants de la Chambre typo n'ont *jamais* voulu faire circuler le tract F.S.M.-C.G.T. du 25 mars 1971 rédigé avec leur accord, ni leurs propres listes de souscription ! Ils nous ont ainsi privés de ressources dont nous avions le plus grand besoin.

— Les dirigeants de la Chambre typo se sont constamment attachés à circonscrire notre grève au maximum : ils ont, par exemple, refusé d'organiser un meeting commun avec les syndicats de journalistes. Ils ont aussi refusé de signer un tract conjointement avec ceux-ci.

— Les dirigeants de la Chambre typo ont cherché à débaucher de la grève plusieurs ouvriers en leur proposant, sous réserve d'une acceptation rapide, des emplois alléchants. Contrairement à ce qu'ils affirment, tous les licenciés n'étaient pas et ne sont

pas en mesure de retrouver immédiatement du travail. Il faut noter qu'il se trouve six Africains parmi eux.

— Les dirigeants de la Chambre typo (qui ont brillé par leur absence à toutes nos réunions) n'ont jamais voulu reconnaître la représentativité du Comité de grève, régulièrement élu par l'Assemblée générale des grévistes, en particulier parce qu'il est présidé par un camarade africain (à l'égard de qui ils ont manifesté du racisme : ne l'appelaient-ils pas ironiquement « Boule de neige » ?).

— Bien qu'ils aient été forcés de reconnaître que la non-rentabilité invoquée par le patron de *Jeune Afrique* pour fermer son atelier de composition et licencier dix-huit ouvriers n'était qu'un prétexte dépourvu de sérieux, les dirigeants de la Chambre typo n'ont jamais voulu considérer que le véritable mobile de ce « patron de choc » était de liquider la section syndicale C.G.T. dans son entreprise. Et ce, malgré l'avis du syndicat des journalistes C.G.T.

— Les dirigeants de la Chambre typo n'ont jamais apprécié la solidarité, inédite dans l'histoire de la presse française, qui s'est manifestée à *Jeune Afrique*, entre les différentes catégories de travailleurs : ouvriers, correcteurs, employés et journalistes.

— Les dirigeants de la Chambre typo reprennent dans leur tract plusieurs « arguments » du patron : 1) Ils accordent une grande représentativité au prétendu « Comité des travailleurs » composé de « jaunes » manipulés par la direction. 2) Ils prennent pour argent comptant les promesses fallacieuses du patron qui ment pourtant comme un arracheur de dents quand il s'engage à respecter à l'avenir « comme il l'a toujours fait dans le passé » (sic) la section syndicale à *Jeune Afrique*. 3) Ils ne font que répéter les paroles du patron quand ils écrivent que les grévistes ont débordé les syndicats : dès le début de la grève, celui-ci s'est en effet époumonné, en tacticien consommé, à crier que la grève était « sauvage », que la grève était « gauchiste ».

— Les dirigeants de la Chambre typo, si prompte à « répondre » aux justes accusations des grévistes ulcérés par leur attitude inexplicable, se sont très bien accomodés, par contre, des grossières insultes lancées dans *Jeune Afrique* (n° 535) par Béchir Ben Yahmed contre les syndicats (dont il a osé comparer le rôle à celui des Américains au Vietnam !).

— Les dirigeants de la Chambre typo « oublient » de préciser dans leur tract que c'est *à l'insu* et *contre l'avis* des ouvriers concernés qu'ils ont signé le 9 avril avec Ben Yahmed un « protocole d'accord » qui contrairement à ce qu'ils affirment ne contient aucune concession substantielle de celui-ci. Il n'est pas exact, en particulier, que Ben Yahmed ait accordé trois mois de préavis aux ouvriers licenciés.

— Non contents de conclure cet « accord » avec le P.D.G. de *Jeune Afrique*, sans consulter les autres syndicats intéressés, ils ont décrété « la grève terminée » sans se soucier le moins du monde des autres catégories de travailleurs qui s'étaient mis en grève par solidarité avec les ouvriers du Livre. Les ayant désarmés, ils les ont laissés en butte aux représailles du patron : 1) en retirant officiellement leur soutien à la grève ; 2) en donnant ordre aux ouvriers imprimeurs « de mettre fin » à leur solidarité avec les grévistes et, donc, au blocus du journal ;

3) en publiant dans la presse un communiqué qui reprend les accusations gratuites de « gauchisme » portées par Ben Yahmed contre les grévistes. Ce dernier s'est empressé de tirer profit de ce soutien inespéré : il a aussitôt fait savoir qu'il s'apprêtait à licencier sans indemnités *tous* les travailleurs en grèves : *soit 36 personnes.*

— Les dirigeants de la Chambre typo « oublient » d'avouer qu'ils n'ont jamais réellement appliqué le boycottage de *Jeune Afrique* comme ils l'avaient promis. Si le numéro 533-534 a vraisemblablement été fabriqué en Italie, le numéro 535 et à coup sûr, le numéro 536 (et suivants) ont été fabriqués dans la région parisienne. Les camarades de chez Chaufour, à Vitry, peuvent témoigner qu'ils n'avaient pas été informés de l'ordre de boycottage de *Jeune Afrique.* Quand, avertis enfin par nous, ces camarades ont voulu bloquer *Jeune Afrique,* les dirigeants de la Chambre typo leur ont dit par téléphone de « ne pas faire les cons, et de laisser courir ».

— Les dirigeants de la Chambre typo « oublient » de dire qu'ils ont entamé une procédure de radiation contre les sept ouvriers (sur onze) qui ont refusé d'accepter le « protocole d'accord » qui a été signé sans eux avec le patron. Ils ne précisent pas que, pour ce faire, ils envisagent d'utiliser l'article 23 des statuts qui est prévu, au contraire, pour éliminer *les briseurs de grève.*

Il convient de noter que ce n'est pas la première fois que les dirigeants de la Chambre typo agissent de la sorte. Ils ont constamment tendance à entériner les licenciements en échange d'indemnités supplémentaires. C'est ce qu'ils ont fait tout récemment au *Méridional.* Est-ce une politique juste ? Nous ne le pensons pas.

Nous avons remis le 20 avril un mémorandum au camarade Georges Séguy pour stigmatiser l'attitude des dirigeants actuels de la Chambre typo. Une réunion de la commission des conflits est prévue à la C.G.T.

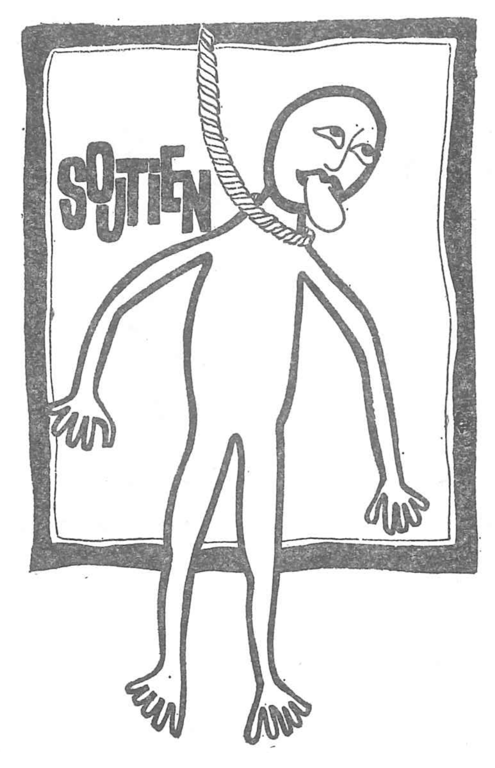
Les dirigeants de la Chambre typo baptisent « gauchisme » la ferme détermination de travailleurs responsables ! Pourtant ce n'est pas un gauchiste mais Lénine qui écrivait en 1920 dans « la maladie infantile du communisme, le gauchisme » :

« Les chefs de cette aristocratie ouvrière passaient constamment aux côtés de la bourgeoisie qui les entretenait directement ou indirectement. Marx s'attira la haine flatteuse de cette racaille pour les avoir ouvertement taxés de trahison. L'impérialisme moderne a créé dans quelques pays avancés une situation exceptionnellement privilégiée, et c'est sur ce terrain qu'on a vu partout (...) se dessiner le type des chefs traîtres, opportunistes, social-chauvins, défendant les intérêts de leur mince corporation, de leur mince couche sociale : l'aristocratie ouvrière (...). La victoire du prolétariat révolutionnaire est impossible si on ne lutte pas contre ce mal, si on ne dénonce pas, si on ne flétrit pas, si on ne chasse pas les chefs opportunistes social-traîtres. »

Le Comité de grève de « Jeune Afrique ».

2. VOICI COMMENT LE SYNDICAT DU LIVRE (F.F.T.L., C.G.T.) CONÇOIT LE « SOUTIEN » AUX GRÉVISTES

(Dessin paru dans *La Cause du peuple - J'accuse*, n° 1)

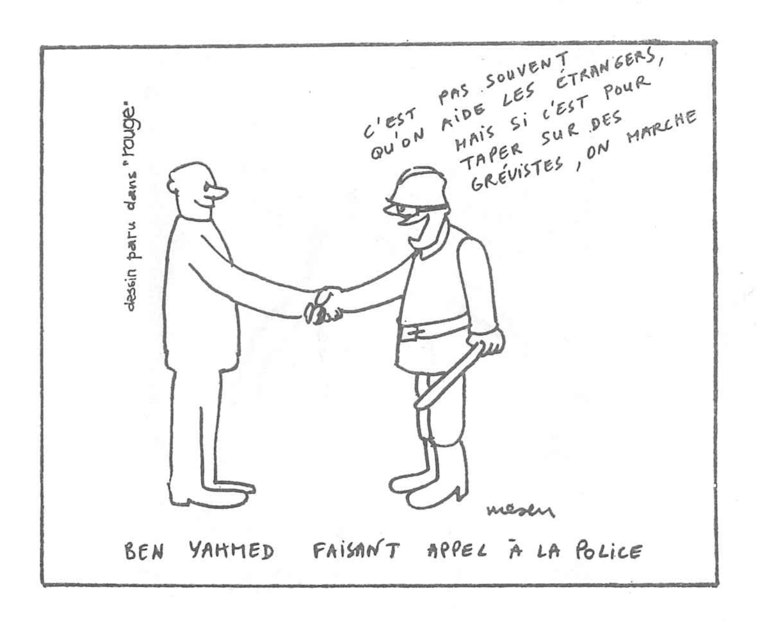


3. BEN YAHMED ET LES FLICS

On sait la grande sympathie que la flicaille française témoigne généralement aux « Nègres » et aux « Bicots ». Pourtant Béchir Ben Yahmed, « héraut de la dignité africaine », n'a pas hésité à demander au commissaire de police du XVIIe arrondissement à Paris de bien vouloir « vérifier l'identité » (!) du président *africain* du Comité de Grève. Ainsi le directeur de *Jeune Afrique* n'a pas craint de faire menacer d'expulsion de France un Africain comme lui. Puisse cette bassesse ouvrir les yeux de ceux qui, en Afrique et dans certains secteurs (de plus en plus réduits, il est vrai) de la gauche française auraient encore quelque considération pour cet individu sans scrupules.

D'autre part, dans un bulletin de victoire (?) adressé à une dizaine d'amis « fidèles » après la fin de la grève, Béchir Ben Yahmed s'est félicité d'avoir « évité » l'intervention de la police : il oubliait seulement de préciser que c'est pour éviter l'expulsion inéluctable des travailleurs africains et étrangers qui s'en serait suivie que les grévistes, faisant preuve de responsabilité, ont accepté de quitter les locaux qu'ils occupaient depuis deux mois

avant l'assaut des flics. Vous n'avez aucune raison de pavoiser Monsieur le progressiste qui recourez si volontiers à la justice bourgeoise et à l'appareil répressif d'un pays néocolonial !



4. BEN YAHMED ET LA PALESTINE

Béchir Ben Yahmed voudrait apparaître aujourd'hui comme un héraut de l'antisionisme. Les extraits de quelques-uns de ses éditoriaux indiquent que sa « religion » en ce domaine a subi des fluctuations caractéristiques :

Dans le n° 212 daté du 27 décembre 1964, Béchir Ben Yahmed affirmait dans un éditorial : « L'Etat d'Israël, pour néfaste qu'ait été sa création, est une réalité qu'on ne peut effacer que par une guerre... La vraie solution n'est donc ni dans la consolidation d'Israël, véritable travail de Sisyphe, ni dans sa destruction. Elle pourrait être dans la disparition de tous les Etats de la région, leur fusion en une Fédération des Etats du Moyen-Orient, dans laquelle Israël, qui aurait réintégré une partie des réfugiés arabes, indemnisé les autres, serait, non plus un Etat souverain et hostile, mais comme le Texas ou la Californie, un Etat fédéral associé aux autres en une formule qui pourrait être celle des Etats-Unis du Moyen-Orient... (...) Nous pouvons être contre le sionisme et l'Etat d'Israël et en même temps plus farouchement si possible contre le racisme et l'antisémitisme. »

Il a fallu attendre septembre 1969 et le n° 453 de *Jeune Afrique*

pour que B.B.Y. s'aperçoive que « les Arabes ne peuvent plus accepter Israël ».

Notre pécheur exprimait ainsi son repentir : « J'ai été de ceux qui pensent qu'Israël était un de ces faits accomplis dont l'histoire a enregistré quelques exemples. J'en concluais que, aussi malheureusement et injuste qu'il soit pour les Arabes, ces derniers, ne pouvant l'annuler, avaient intérêt à s'en accomoder et à le cantonner. Je croyais possible une stabilisation d'Israël, une cohabitation devant déboucher sur une coopération. Je fais mon mea culpa. Il m'apparaît aujourd'hui à la lumière de tout ce qu'a révélé la « guerre des six jours », qu'Israël n'est pas un fait accompli, mais un fait en train de s'accomplir. »

Admirez la pirouette ! Il faut reconnaître qu'en ce domaine il est difficile d'égaler notre acrobate. Doué d'une grande agilité intellectuelle, c'est aussi un increvable coureur de fond puisqu'il aura mis dix-neuf ans avant de découvrir la nature exacte de l'Etat d'Israël.

QUAND BEN YAHMED ADMIRAIT LE SIONISME...

Pendant la grève de *Jeune Afrique*, Béchir Ben Yahmed, directeur de cet hebdomadaire, s'en était pris aux grévistes, qu'il dénonçait comme agents manipulés par l'impérialisme, les gauchistes, les sionistes.

L'article publié par le journal israélien en langue française *l'Information d'Israël* (14 mai 71), et dont le titre est repris ci-dessus, est à cet égard assez savoureux.

« L'hebdomadaire « Jeune Afrique » que dirige à Paris M. Béchir Ben-Yahmed, ancien ministre de l'Information de Tunisie, est « en bagarre » depuis plusieurs semaines avec son personnel ouvrier et rédactionnel et ne paraît plus. D'où polémique entre les deux « parties », échange de communiqués, accusations réciproques...

En fait, cela ne nous intéresserait pas ici en Israël, si pour « expliquer » le conflit qui l'oppose à ses salariés, M. Ben Yahmed n'avait cru devoir proclamer dans la presse parisienne « qu'il est victime d'une coalition gauchiste-sioniste ». Et là, nous avons trouvé l'affirmation un peu forte de café...

Sans parler, en effet, de l'immense distance qui sépare le Sionisme du Gauchisme (celui-ci étant haineusement anti-israélien, antijuif même), nous sommes obligés de constater que M. Béchir Ben Yahmed brûle aujourd'hui... ce qu'il adorait il y a quelques années.

Alors qu'il était directeur à Tunis d'un autre hebdomadaire, *l'Action*, organe du parti néo-destourien, ce journaliste avait à diverses reprises dit son estime pour les réalisations du sionisme ; avec son ami l'ancien ministre Ahmed Ben-Salah, il m'avait souvent demandé, alors, des documents sur les kibboutzim et les mochavim, l'œuvre d'afforestation et de mise en valeur du sol d'Eretz-Israël par le Keren Kayemeth, etc. Après mon installation ici, ces demandes n'avaient pas cessé et ne prirent fin que lorsque la Tunisie rejoignit les rangs de la

Ligue Arabe et rompit, par voie de conséquence, ses relations postales avec Israël.

Depuis, M. Ben Yahmed, dans « Jeune Afrique » s'était distingué plusieurs fois, par sa modération envers la cause sioniste.

Il estime opportun, maintenant, de mettre dans le même sac les sionistes et les gauchistes. On en rirait si ce n'était pénible. *Fils d'une grande famille de Djerba connue pour son opportunisme (et ses succès commerciaux), M. Béchir Ben Yahmed devrait méditer l'histoire suivante qu'il m'avait racontée lui-même un jour des années* 1950 *: « Un fils de fellah ayant demandé à son père pourquoi il n'ajoutait pas à son nom, le titre de « cheikh », se vit ainsi répondre : « Attends que meurent les voisins qui nous connaissent... »*

5. Jeune Afrique flirte avec l'apartheid

Une haute personnalité arabe, membre d'une organisation anti-apartheid, nous écrit, en date du 8 mai 1971 :

« Camarades,

En novembre 1970, j'ai envoyé une lettre à *Jeune Afrique* à cause d'une annonce publicitaire pour le livre d'un raciste notoire, Robert Lacour-Gayet (*Histoire de l'Afrique du Sud*, Fayard, ed.). Cette annonce était d'autant plus accablante qu'elle apparaissait sous le titre : « Nous pouvons vous envoyer les livres que vous aimez » (!)...

En décembre 1970, j'ai écrit une deuxième fois aux responsables de ce journal pour attirer leur attention sur le fait que l'annonce publicitaire pour les cigarettes « Rothmans » constituait un véritable défi à l'O.U.A., puisque cette organisation avait décidé de lancer sa campagne intercontinentale de boycott des produits sud-africains en commençant par ces cigarettes, qui appartiennent à la Rembrandt Tobacco Corporation (South Africa) Ltd du milliardaire de l'apartheid Dr. Anthony E. Rupert... J'ai envoyé une troisième lettre dernièrement, pour protester contre la parution de diverses annonces publicitaires, notamment une annonce pour les cigarettes « Craven A » qui appartiennent également à la Rembrandt... »

Cette haute personnalité nous envoie d'autre part copie de la troisième lettre qu'elle a envoyée le 6 mai 1971 à M. Béchir Ben Yahmed :

« Monsieur,

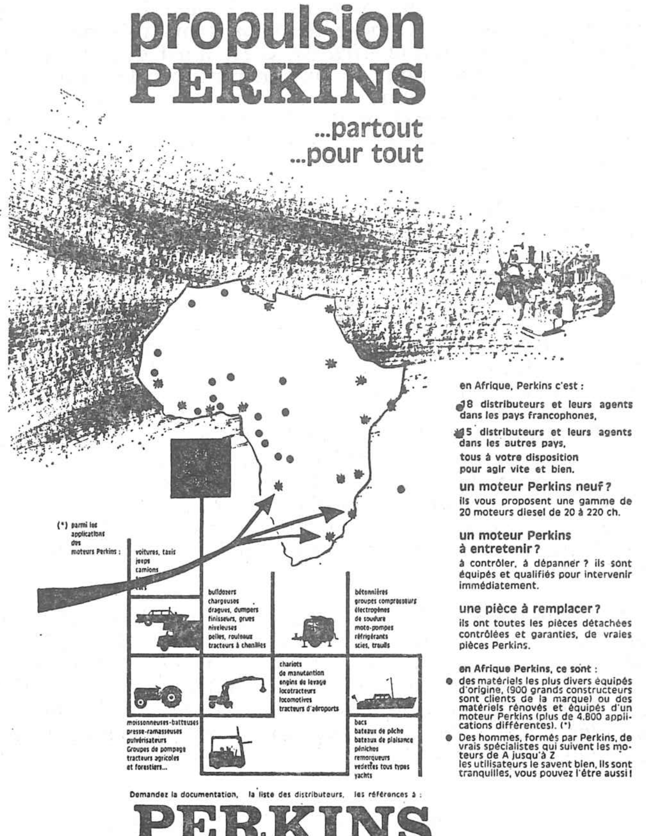
Je vous écris pour vous signaler que je trouve navrant que vous publiiez des publicités pour des compagnies qui constituent à des degrés divers des soutiens de l'apartheid.

Dans votre numéro 539, page 10, apparaît une publicité pour

les cigarettes « Craven A ». Or, cette marque appartient au groupe Rothman (Rembrandt Tobacco Corporation South Africa Ltd), c'est-à-dire à l'homme le plus riche d'Afrique du Sud après Oppenheimer, Dr. Anthony E. Rupert. La marque « Carreras » qui apparaît sur les paquets Craven est en effet une filiale du groupe...

Je vous signale également que l'annonce publicitaire pour les moteurs diesel Perkins (n° 538 et 539 notamment, voir la publicité ci-contre) comporte une carte de l'Afrique montrant clairement que cette compagnie a des intérêts en Afrique du Sud (Johannesburg), Mozambique (Lourenço Marquès) et Angola (Luanda).

Je me demande dans quelle mesure vous pouvez juger que cette annonce est opportune et si vous n'estimez pas que cette compagnie ne devrait pas avoir de publicité dans un des plus grands périodiques africains, sinon le plus grand.



Il est évident que cette question se pose également pour Fiat, Air France, General Tire & Rubber, Chrysler (Commer, Dodge, Fargo), etc.

Il vous appartient de décider, mais vous devez savoir que vos lecteurs avertis ne peuvent apprécier le patronage de compagnies qui contribuent au renforcement de l'apartheid... »

6. Ben Yahmed et McNamara*

(Extraits du n° 430 de *Jeune Afrique* — 31 mars-6 avril 1969 — dans lequel Béchir Ben Yahmed a consacré 7 pages du journal, et la couverture en couleur, à McNamara avec le titre révélateur : qu'attendre de Robert McNamara ?)

- « S'entretenir avec un journaliste ? Il le fait le moins possible... Il se laisse convaincre deux ou trois fois par an. Cette année, il a choisi *Jeune Afrique.* C'est ainsi que nous sommes allés à Washington pour le rencontrer... McNamara n'est pas un banquier, sinon il ne recevrait pas ses visiteurs en bras de chemise. C'est ainsi qu'il m'a reçu à la porte de son bureau. A peine étions-nous assis qu'il a attaqué, abruptement : que puis-je pour vous ?... »

- « Robert McNamara est avant tout un idéaliste, un homme généreux et totalement désintéressé. Il croit que la dignité de l'homme est la chose qu'il faut respecter. Il est convaincu que c'est en mobilisant ce qu'il y a de meilleur en chaque homme qu'on peut progresser vers une société plus juste, fondée sur la solidarité. C'est un homme chaleureux, sociable et plein d'humour, mais il réserve cet aspect de son personnage à ses familiers. Dans sa vie publique, il est courtois mais distant. Il est surtout pressé... »

- « La Banque mondiale est pour la première fois dirigée par un homme encore jeune et qui en veut. Cet homme refuse l'orthodoxie pour l'orthodoxie. Il n'a pas de préjugés, pas de tabou... » à la Banque Mondiale, McNamara n'a rien bouleversé et il ne bouleversera rien au cours de son premier mandat. Mais avec lui est entré un espoir de changement et un esprit nouveau... »

- « M. McNamara se lève. Il a déjà consacré trop de temps à cette interview. En le quittant je me dis que *le préjugé favorable dont bénéficie cet homme* au sein de la banque et *dans le tiers-monde,* les amitiés et les appuis dont il bénéficie au sein de l'administration américaine, sa volonté de coopération avec les agences européennes d'aide, sa propre énergie, sont ses seuls atouts... »

---

* Après avoir été sept ans durant à la tête du Pentagone et avoir été à ce titre un des plus grands bourreaux du peuple vietnamien, M. NcNamara est entré à la Banque Mondiale... pour promouvoir de nouvelles méthodes de développement dans les pays sous-développés. C'est à ce titre que Béchir Ben Yahmed a sollicité un entretien.

7. Ben Yahmed et le Tchad

*

* La guerre de reconquête néocoloniale menée au Tchad par l'impérialisme français de concert avec les fantoches locaux a été totalement ignorée dans les colonnes de *Jeune Afrique*, à l'exception d'un reportage confié à un journaliste français de droite. Dans le même temps, on refusait de publier une interview du FROLINAT, Abba Siddick, recueillie par un journaliste de *Jeune Afrique*.

8. « Jeune Afrique ». La fin d'une grève et la mort d'un mythe

Solidaire des grévistes, Djamal-Eddine Bencheikh, éditorialiste à la rubrique « Civilisation » de Jeune Afrique *avait remis au* Monde *une « tribune libre » dont le principe avait été, un temps, accepté par la direction de ce quotidien. Malgré sa pondération et sa sérénité elle a été néanmoins refusée. Nous la publions ici intégralement.*

Les grévistes de *Jeune Afrique* auront à évacuer, le 6 mai, après décision de justice, les locaux qu'ils occupent depuis le 11 mars. Une grève de 56 jours s'achèvera ainsi par une défaite : l'atelier de composition, cause initiale du conflit, disparaît ; ses 18 linotypistes, typographes, monteurs, correcteurs sont licenciés, de même que tous les journalistes solidaires du mouvement de protestation. Le bilan semble somme toute positif et doit satisfaire le P.D.G. de la société éditrice, Béchir Ben Yahmed, qui va se retrouver à la tête d'une équipe homogène, puisque entièrement soumise à ses desseins. Il est cependant loisible de s'interroger sur la réalité de cette victoire et de tirer quelques leçons d'un combat qui ne fut point douteux.

Car tout semblait devoir lui sourire. Une juste cause d'abord à laquelle ne manquaient pas les motifs : une cinquantaine de licenciements en trois ans pour un effectif moyen de 70 personnes ; l'instabilité de l'emploi de notoriété publique ; l'opposition à toute activité syndicale (la section C.G.T. est née clandestinement voici un an) ; l'oubli du cahier de revendications ; et enfin ces licenciements du mois de mars qui mirent le feu aux poudres. La décision de grève put paraître fondée puisqu'elle reçut l'appui total de l'Union Nationale des syndicats de journalistes et celui, plus réticent, de la Chambre Syndicale typographique parisienne, membre de la puissante Fédération française des travailleurs du Livre, C.G.T., sans la caution de laquelle aucune action n'est concevable. Or, la réticence de la chambre syndicale devait rapidement se muer en hostilité. Rien n'y fit : ni le fait que seize des 18 licenciés étaient des syndiqués C.G.T., ni la propre expertise de cette instance concluant à la rentabilité de l'atelier de composition ; ni la certitude qu'en fait l'attitude patronale s'expliquait par le refus de toute activité syndicale dans l'entreprise.

Première leçon : la Chambre typographique parisienne ne s'est pas engagée dans le conflit parce qu'elle l'a jugé sans intérêt. Une petite affaire d'Africains en somme. Après cela, on peut toujours brandir des banderoles appelant à la solidarité ouvrière internationale, un bel après-midi de 1er mai. Mais il reste ce protocole d'accord signé le 9 avril sans l'avis des grévistes qu'il visait à liquider ; il reste le communiqué du 17 avril dans lequel la Fédération du Livre reprenait de très graves calomnies lancées par M. Béchir Ben Yahmed contre ses adversaires ; il reste enfin qu'objectivement la grève a échoué grâce à ceux-là qui étaient en devoir de la soutenir. *Jeune Afrique* est effectivement une affaire arabe et africaine. On aurait dû y songer plus sérieusement et envisager avec plus de clairvoyance les conclusions qui ne vont pas manquer d'être tirées de cette expérience. On a beau garder en mémoire le souvenir de comportements curieux à l'occasion de drames d'une autre gravité, il est bon

de temps à autre de refaire le compte de ses amis. Il est fait.
Affaire arabe et africaine, certes, et cet aspect du problème est le plus important. On sait la place que sut conquérir pour son journal un directeur dynamique, habile et ambitieux. A l'occasion de la guerre d'Algérie, *Afrique Action* s'imposa par la qualité de l'information, sa sérénité et sa lucidité. Devenu *Jeune Afrique*, sous la même direction, il vécut longtemps de cette réputation. Mais les temps étaient changés. Dans une Afrique en grande partie indépendante, les régimes se diversifiaient, les idéologies entraient en conflit. Il n'était plus question de faire front commun, chacun réglait ses propres comptes.

Dès lors, la situation de l'hebdomadaire devenait ambiguë. Choisissant de paraître en Europe pour éviter toute pression et rester au-dessus de la mêlée, il n'en proposait pas pour autant une doctrine politique ferme. L'appel au bon sens, le souci constamment affiché de faire preuve de sang-froid et d'équilibre, ne pouvaient tenir lieu d'engagement. A force de vouloir concilier l'inconciliable, on prenait la subtilité pour l'argument idéologique essentiel. A force de mesurer ses mots, on finissait par ne plus rien dire. Ainsi finit par se dilapider un capital de confiance pourtant considérable au départ.

D'autant que, sur certaines questions, le moins qu'on pût penser était que le journal faisait preuve d'une attitude réservée. L'adhésion aux thèses de la résistance palestinienne fut tardive, le soutien à la lutte vietnamienne mesuré, la prise de position contre la Guinée, lors de la récente agression perpétrée par le Portugal, révélatrice. Mais, plus encore que cela — après tout la publication était libre de ses opinions — c'est l'orientation générale qui devenait très inquiétante. Délibérément, on substituait en effet un magazine à un hebdomadaire de lutte et d'information.

Le problème était simple : il fallait capter des lecteurs et l'on recourut pour cela à des procédés bien connus. Les jeux et concours se multipliaient ; des numéros spéciaux sur la femme africaine mettaient en valeur de suggestives photographies de nus ; on alla jusqu'à proposer aux lecteurs une bande dessinée véritablement infâme, où une créature de rêve, prénommée Sahara, gardée par un colosse nommé par hasard Cassius Clay partait, le nombril soigneusement découvert, pourfendre l'impérialisme et le néo-colonialisme. On n'a jamais vu problèmes aussi graves tournés ainsi en dérision.

Est-ce à dire que *Jeune Afrique* négligeait les affaires importantes ? Point, car il ne faut pas douter de l'intelligence de son directeur. Apparemment, il mêlait son effort à celui d'une communauté en lutte, ouvrait ses colonnes à toutes les tendances, prenait des positions spectaculaires. Et peu importe qu'elles fussent critiquables parfois, puisqu'elles suffisaient, croyait-on, à maintenir le mythe d'une action soutenue en faveur du Tiers Monde.

Seule une analyse minutieuse permettait à un lecteur averti de voir ce qu'étaient devenues les choses. De la femme africaine exploitée aux négresses de Courrèges, de la lutte contre l'impérialisme aux éloges de la technocratie américaine, de l'engagement véritable à une fausse objectivité, fruit d'amalgames subtils, il y avait la mesure d'un itinéraire parcouru. Un dosage des plus habiles d'articles contradictoires, d'éditoriaux démentis par des interviews, de photographies jurant avec leurs légendes, s'alliait au jeu d'une censure nuancée pour donner le change au

moins prévenu. Et, par-dessus tout, régnait l'impératif d'une information purement anecdotique qui devait laisser le moins de place à l'analyse pour ne pas heurter, ne pas inquiéter et faire croire tout de même qu'on parlait à visage découvert.

En un mot, *Jeune Afrique* obéissait à tous les impératifs d'une presse dont il voulut naguère se démarquer en s'expatriant.

Or, il lui était parfaitement possible de rester sur les hauteurs où il avait mérité de parvenir. Nous n'ignorons aucune des difficultés, souvent accablantes, de la presse africaine. Mais ce titre de seul journal libre d'Afrique, pourquoi alors le revendiquait-il s'il devait accepter ensuite les compromissions intellectuelles qui ne lui permettaient plus de s'en prévaloir ? Comment pouvait-il espérer se contenter de la marge réduite que laisse la menace de saisies répétées, sinon au prix du silence et de la généralisation abusive ou prudente ?

La seule chance qui restait était de faire de cette publication une véritable institution qui par sa rigueur intransigeante, sa détermination, son action sans équivoque, aurait découragé toute tentative d'intimidation ou l'aurait vouée au ridicule. Une force résolue et sereine qui aurait attiré le respect et rallié les énergies. A l'extrême pointe du combat, *Jeune Afrique* aurait été un lieu de réflexion à nul autre pareil. C'est tout le contraire qui s'est produit. En accusant ses adversaires d'être des sionistes, des agents américains, mais oui, ou, suivant le public auquel il s'adressait, des gauchistes, suprême injure, M. Béchir Ben Yahmed a oublié qu'il maniait là une arme à double tranchant. Maintenant la grève a pris fin, ceux qui voulaient « détruire son entreprise » sont chassés, il reste seul avec lui-même. Il est tout à fait libre de mener son affaire comme il l'entend : elle lui appartient. Mais il doit savoir qu'il n'est dorénavant plus protégé par aucun mythe. Il va devoir affronter sa victoire.

J.E. BENCHEIKH.

Table

ACHEVÉ D'IMPRIMER
EN JUIN 1971 SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE CH. CORLET, 22-26, RUE
DE VIRE, A 14 - CONDÉ-SUR-NOIREAU
DÉPÔT LÉGAL : 2e TRIMESTRE 1971
N° IMPRIMEUR : 8794. N° ÉDITEUR : 465
PREMIER TIRAGE : 3.000 EXEMPLAIRES



François Maspero, éditeur
1, place Paul-Painlevé, Paris-V^e

2f.